

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- L'inflation en 2021, l'immense menace dans la crise générale (page 3)
- Les manifestations anti-pass sanitaire en France d'août 2021 : un irrationalisme en provenance du centre de la société et directement expression de la seconde crise générale (page 9)
- La question du « complotisme » (page 14)
- La victoire des Talibans en Afghanistan dans le contexte de la bataille pour le repartage du monde (page 21)
- De nouvelles pénuries apparaissent avec le variant Delta (page 30)
- La seconde crise générale du capitalisme et les thèses de fondation du Parti-guérilla (page 35)
- Colonne napolitaine des Brigades Rouges : Thèses de fondation du Parti-guérilla - 1981 (page 38)
- Les enseignements concernant la crise générale fournis par le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain (page 89)

SEPTEMBRE 2021

15

Le parcours de la seconde crise générale du capitalisme n'est pas linéaire et, naturellement, il est différent selon les pays. Le capitalisme existe de la même manière en Belgique et en France, mais les modalités de son émergence historique, la forme des rapports sociaux, sa présence dans la vie quotidienne... sont pleines de nuances et de différences. Il suffit de penser au fait, par exemple, que la Belgique est une monarchie et la France une république.

Pour cette raison, les manifestations anti-pass sanitaire marquant la France en août 2021 sont quelque chose de résolument français, tout en relevant en même temps d'une tendance générale. L'irrationalisme face à la crise sanitaire s'est exprimé dans l'ensemble des pays capitalistes, sur une base similaire, mais avec un rapport différent à la société dans son ensemble. Et, en France, cela a pris une forme de masse particulièrement agressive, posant un véritable problème de société.

Cela rappelle que la seconde crise générale n'est pas qu'économique. Elle est économique, politique, sociale, culturelle, idéologique, psychologique... Elle touche tous les domaines. *Crise* a précisément comme fonction de constater de tels phénomènes, de les exposer, de les analyser, de les évaluer.

Éditorial

Un aspect essentiel dans la lutte pour comprendre la seconde crise générale est, bien entendu, l'expérience historique. En ce sens, le document du Parti-Guérilla du Prolétariat Métropolitain italien, datant de 1983, est très utile de par ses thèses sur ce qu'est le capitalisme en crise et sur comment les communistes doivent appréhender cela. Il n'est nullement ici question de modèle, bien entendu ; de toutes manières, *Crise* est un outil, ayant comme fonction de présenter, d'inspirer, d'expliquer. Quant aux réponses pratiques, elles relèvent toujours des avant-gardes communistes, dans leur affirmation de la rupture, pour le Communisme.

vivelemaoisme.org

materialisme-dialectique.com

L'inflation en 2021, l'immense menace dans la crise générale

L'économie capitaliste est une sorte d'organisme devant maintenir sa température, c'est-à-dire son propre mouvement interne. L'inflation, c'est-à-dire l'augmentation générale des prix, est un peu cette température. Elle est nécessaire au capitalisme, mais trop d'inflation, c'est la surchauffe, la fièvre. Inversement, pas ou peu d'inflation, ou pire une déflation, et c'est un refroidissement très dangereux. On notera qu'il ne faut pas confondre l'inflation avec la croissance (du PIB), qui est un marqueur de la production capitaliste de marchandise, bien que les deux soient directement liés.

La grande difficulté des économies capitalistes avancées ces dernières années a été de maintenir une inflation suffisamment importante (autour de 2 %). C'est un marqueur de la crise en gestation depuis plusieurs années avec une économie s'enrayant ; la surproduction de marchandises couplée à la surproduction de capitaux créent une sorte de trou d'air, empêchant la mise en température normale de l'économie.

La réponse bourgeoise est la même qu'en médecine avec les médecins bourgeois traditionnels : il faut forcer la nature des choses de manière mécanique, à l'aide de médicaments très puissants.

En l'espèce, il s'agit des politiques monétaires ultra agressives de la part des principales banques centrales mondiales, qui depuis plusieurs années dopent l'économie en « rachetant » massivement des capitaux. Cela permet d'injecter de l'argent artificiellement, qui une fois sur le marché contribue (bien que difficilement) à l'inflation, c'est-à-dire au mouvement général des prix, et donc au mouvement général du capitalisme.



Précision d'ailleurs ici une chose importante, voire fondamentale : le mouvement général des choses n'est jamais considéré par la pensée bourgeoise, qui rejette la dialectique. Ainsi, l'inflation n'est pas considérée en tant que mouvement interne résultant de contradictions, mais en tant que phénomène externe devant être maîtrisé. Ainsi, l'inflation, maintenue à un petit niveau, est considérée comme une sorte de mal nécessaire servant à garantir la stabilité des prix et de tout le système de crédit.

On notera qu'il est parlé ici de « stabilité des prix » pour parler d'une augmentation (générale) des prix, ce qui paraît contradictoire... En fait, la notion de stabilité s'oppose ici à celle de volatilité. Il est considéré que si les prix augmentent légèrement mais de manière durable, cela empêche de grandes variations (positives et négatives), extrêmement néfaste économiquement.

Cela est en tout cas extrêmement significatif du fait que la bourgeoisie imagine le capitalisme comme le stade ultime, indépassable, de l'économie. Il s'agit pour elle de maintenir coûte que coûte les choses en l'état, pour garantir la fiction d'une stabilité, de la fin de l'Histoire. Il est très important de comprendre cela pour bien aborder les crises économiques, et particulièrement la seconde crise générale du capitalisme. En effet, la bourgeoisie fait tout pour masquer les contradictions, le mouvement interne des choses, et elle a des moyens immenses pour y parvenir.

C'est, on l'a déjà vu à plusieurs reprises, exactement ce qui se passe avec la crise sanitaire du Covid-19 et le ralentissement de l'économie : la politique « médicamenteuse » de dopage de l'économie a été décuplée de manière gigantesque, masquant en partie la réalité de l'économie. Des milliards de dollars, d'euros, de livres sterling, de yens, etc. sont littéralement tombés du ciel pour maintenir le capitalisme sous respiration artificielle.

Quelles peuvent être les effets secondaires d'un tel traitement ? Immédiatement, il a été craint par de nombreux observateurs de l'économie un risque de dévaluation générale des monnaies. Cela signifie un effondrement, avec des prix partant dans tous les sens et des monnaies ne valant plus rien.

Cela ne se produit manifestement pas (en tous cas pas pour l'instant et sauf pour des pays très fragiles et instables tel le Liban), en raison surtout du fait que le capitalisme dispose à son service d'une bourgeoisie extrêmement bien implantée sur le plan culturel. Il y a, pour le dire autrement, une confiance généralisée de la population mondiale en le capitalisme et sa capacité à maintenir (et développer) la société de consommation.

Peu importe que la valeur des monnaies soit de plus en plus éloignée de la réalité de la production économique elle-même, la *confiance* en sa valeur et la volonté de continuer « comme avant » suffisent, relativement, à maintenir les choses en l'état.



Cependant, si les choses restent donc stables en apparence, il y a en arrière-plan le risque d'un emballement de l'inflation, comme effet direct de la crise, ce qui terrifie la bourgeoisie et ses économistes.

Aux États-Unis notamment, la question est brûlante avec une hausse générale de 5,4 % des prix, mais c'est aussi le cas au Royaume-Uni où la banque centrale craint une inflation

grimant à 4 % d'ici à la fin 2021 ou début 2022, bien au-delà de ses prévisions récentes du printemps 2021.

Si l'ont fait la moyenne des 38 économies avancées regroupées au sein de l'OCDE, il y a une inflation mesurée à +4,1 % en juin 2021 par rapport à juin 2020, ce qui est du jamais vu au 21^e siècle.

L'Union européenne n'est pour l'instant pas concernée par une telle augmentation générale des prix, notamment en France, mais le sujet est sur la table. À ce titre, il faut considérer la déclaration de politique monétaire de juillet 2021 par la Banque centrale européenne comme historique.

Auparavant, il était question de maintenir l'inflation à un niveau « inférieur, mais proche de 2% », ce qui était fait, non sans peine. La BCE a procédé à un tournant en expliquant que cela n'a plus cours, qu'elle vise maintenant les 2 % à moyen terme... et que cela pourrait même « donner lieu à une période transitoire pendant laquelle l'inflation sera légèrement supérieure à l'objectif. »

Sa présidente Christine Lagarde a même déclaré :

« Nous savons que les 2% ne seront pas atteints constamment, qu'il peut y avoir une déviation modérée, temporaire dans les deux sens par rapport à ces 2%. Et c'est très bien ».

C'est un revirement total. La BCE fait comme si elle maîtrisait la situation et explique que sa politique monétaire est maintenant tellement efficace que, d'une part elle va la maintenir durablement et que, d'autre part, il faut donc s'attendre à une petite surchauffe salubre bientôt.

Cela n'a évidemment aucun sens car si les choses fonctionnaient, alors il y aurait un ralentissement de la politique monétaire pour stabiliser l'inflation au niveau souhaité. En réalité, une telle déclaration est la preuve que la bourgeoisie envisage concrètement la question d'une forte inflation y compris en Europe et qu'il y a la crainte que cela produise rapidement un effet de panique.

Précision ici que l'inflation est par nature quelque chose de complexe à aborder. Il s'agit en effet, par différentes méthodes statistiques, de déterminer des indices généraux des prix, pour en mesurer les évolutions. Autant une économie socialiste, planifiée et organisée à sa base, peut facilement produire de telles statistiques, autant dans le capitalisme, qui est par définition anarchique et fonctionnant de haut en bas de manière décentralisée, il est très difficile de mesurer les choses de manière fiable. C'est, on le comprend facilement, d'autant plus sujet à toutes sortes de manipulations ou interprétations particulières.

En tous cas de telles statistiques existent et sont utilisées pour mesurer l'inflation officielle, à défaut d'autre chose. Pour la zone euro, il y a l'organisme *Eurostat* qui compile chaque mois les relevés d'environ 1,8 million de prix dans plus de 200 000 points de vente de 1600 villes grandes et moyennes. Cela concerne environ 700 biens et services qui sont considérés comme représentatifs, puis le tout est pondéré par rapport à la part que chaque marchandise est censée représenter dans le « panier moyen » des « ménages ».



On peut regarder des indicateurs dans le détail plutôt que dans une moyenne globale, pour avoir un aperçu de la réalité de l'inflation. Avec quelques indicateurs officiels majeurs si l'on prend la France, on a ainsi en juillet 2021 par rapport à l'année précédentes :

- des prix stables et dans l'objectif traditionnel des 2 % pour l'alimentation avec + 1,4 % pour la nourriture et +1,8 % pour les boissons non alcoolisées.

- des prix à la baisse pour l'habillement avec -3,4 % pour les vêtements et -2,8 % pour les chaussures.

- des prix à la hausse pour le logement (+4,7%) et le transport (+6,8%) avec dans le détail les loyers à +1,1 %, l'entretien et réparation du logement à + 2,9 %, l'eau et les services divers à +1,9 %, l'électricité, gaz et autres carburants domestiques à +11,2%, et +3,3 % pour l'achat de véhicule, +10,6 % pour les frais sur les véhicules personnels et +0,3 sur les services de transport.

On le comprend tout de suite : le problème est de savoir comment tout cela combiné (alors qu'il s'agit déjà de combinaison pour chaque indice) peut donner une indication réelle de l'inflation, et donc de la « température » de l'économie capitaliste.

Il y a cependant des indicateurs très concrets, qui conditionnent directement l'économie mais aussi la confiance qu'a la population en le capitalisme.



C'est le cas par exemple du prix de l'essence à la pompe, et c'est particulièrement vrai dans un pays comme les États-Unis où tout l'espace est organisé en fonction de l'automobile.

Ce prix a augmenté de 41 % depuis le début d'année, alors que dans le même temps le prix moyen d'un véhicule a augmenté de 24 % par rapport à 2020 et qu'il est considéré que les conditions d'achat d'un véhicule sont 48 % moins bonne que l'année précédente dans le pays. C'est là une expression on ne peut plus concrète de la crise, avec le capitalisme rongé à sa base même, tellement le marché de l'automobile est constitutif de l'économie américaine.



Et ce qui est déterminant surtout pour l'inflation est le marché de l'énergie. Cela conditionne directement le prix des matières premières, qui ont eux-mêmes un impact sur toute la chaîne de production des marchandises. Et là le mouvement est flagrant à l'échelle mondiale.

Le baril de Brent (un des cours du pétrole) a connu une explosion de 293 % par rapport à son cours plancher d'avril 2020 (qui était toutefois exceptionnellement bas en raison de la crise sanitaire). De la même manière, l'indice CRB du cours de 19 matières premières a augmenté de 104,4% par rapport à son plancher d'avril 2020 (lui aussi exceptionnellement bas).

L'inflation est marquante en 2021 et c'est un processus en cours, qui sera probablement la grande actualité de 2022. Un emballement général des prix, alors que les monnaies sont déjà fragiles en raison des dissonances énormes entre leurs valeurs et la valeur de la production économique : cela forme un cocktail explosif dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme. ■

L'inflation en Belgique vue par Statbel le 30 août 2021

Indice des prix à la consommation d'août 2021

- **L'inflation** augmente de 2,27% à 2,73% en août.
- **L'indice des prix à la consommation** a progressé ce mois de 0,58 point, soit de 0,52%.
- L'inflation sur la base de **l'indice santé** augmente quant à elle de 1,83% à 2,30%.
- **L'indice santé lissé** s'est établi, quant à lui, à 109,57 points en août. L'indice-pivot pour la fonction publique et les allocations sociales, fixé à 109,34 points, est ainsi dépassé.
- Cette hausse de l'inflation est principalement due à **l'augmentation de l'inflation de l'énergie**. Actuellement, les prix du gaz naturel et de l'électricité sont supérieurs au niveau élevé de fin 2018. Les prix de l'électricité sont même au niveau le plus élevé jamais atteint.
- L'inflation des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées reste négative et s'élève actuellement à -0,34%.
- En août, les principales **hausse de prix** ont concerné le gaz naturel, l'électricité, l'achat de véhicules, le pain et les céréales, les chambres d'hôtel, les boissons alcoolisées, le sucre et les autres produits sucrés, les loyers privés et les soins corporels. Les voyages à l'étranger et city trips, les billets d'avion ainsi que les fruits ont, par contre, exercé un **effet baissier** sur l'indice. (...).

Le **gaz naturel** et **l'électricité** ont coûté en moyenne 6,9% et 2,6% de plus, respectivement. **L'achat de véhicules** a enregistré ce mois-ci une hausse moyenne de 1,1%. Les prix du **pain et des céréales** ont été majorés de 2,0% en moyenne. **Les chambres d'hôtel** ont connu une hausse de prix moyenne de 7,3%. Le prix des **boissons alcoolisées** a augmenté de 3,1% en moyenne ce mois-ci. Les prix du **sucre et des autres produits sucrés** ont enregistré une hausse moyenne de 4,6%. Les **loyers privés** ont également connu une hausse de prix à hauteur de 0,4% en moyenne. Les **soins corporels** ont augmenté de 1,0% en moyenne. Après correction des variations saisonnières, les **voyages à l'étranger et city trips** ont connu une baisse de prix de 2,3% en moyenne. Les prix des **billets d'avion** ont diminué de 5,7% en moyenne. Les **fruits** ont coûté 2,1% de moins en moyenne.

Extrait de

« La pandémie a augmenté les soldes mondiaux des
transactions courantes »,
Fonds Monétaire International, août 2021

Dans notre dernier Rapport sur le secteur extérieur, nous avons constaté que la réaction mondiale à la pandémie a encore augmenté les soldes mondiaux des transactions courantes (la somme des déficits et des excédents absolus de tous les pays), qui sont passés de 2,8 % du PIB mondial en 2019 à 3,2 % du PIB en 2020. Ces soldes devraient encore se creuser pendant que la pandémie continue de sévir dans une grande partie du monde. Sans la crise, les soldes mondiaux des transactions courantes auraient continué à diminuer. Si les déficits et excédents extérieurs ne sont pas nécessairement préoccupants, des déséquilibres excessifs, supérieurs à ce que justifieraient les données fondamentales de l'économie et des politiques économiques appropriées, peuvent avoir des effets déstabilisants sur les pays en alimentant les tensions commerciales et en augmentant la probabilité d'ajustements perturbateurs des prix des actifs.

Les fluctuations spectaculaires des déficits et des excédents des transactions courantes en 2020 sont attribuables à quatre grandes tendances alimentées par la pandémie :

*Les voyages ont diminué : La pandémie a entraîné une forte baisse du tourisme et des voyages, exerçant ainsi un impact négatif considérable sur les soldes des transactions courantes des pays qui comptent sur les revenus du tourisme comme l'Espagne, la Thaïlande et la Turquie, et entraînant des conséquences encore plus graves pour les petits pays qui dépendent du tourisme.

*La demande de pétrole s'est effondrée : La chute de la demande de pétrole et des prix de l'énergie s'est avérée relativement courte, les cours du pétrole ayant remonté au second semestre de 2020. Cependant, les pays exportateurs de pétrole, comme l'Arabie saoudite et la Russie, ont vu leur solde des transactions courantes diminuer fortement en 2020. Dans les pays importateurs de pétrole, la balance commerciale pétrolière a augmenté en conséquence.

*Le commerce des produits médicaux a explosé : La demande a bondi d'environ 30 % pour les fournitures médicales essentielles à la lutte contre la pandémie, comme les équipements de protection individuelle et les intrants et matériaux nécessaires à leur fabrication, avec des répercussions sur les importateurs et les exportateurs de ces biens.

*La consommation des ménages a changé : Les gens étant contraints de rester chez eux, les ménages ont remplacé leur consommation de services par des achats de biens de consommation. Ce changement s'est surtout manifesté dans les pays avancés, où l'achat de biens durables, tels que les appareils électriques utilisés pour permettre le télétravail et l'apprentissage en ligne, a augmenté.

Tous ces facteurs ont contribué à une plus forte augmentation du déficit des transactions courantes dans certains pays, qui ont acheté plus qu'ils n'ont vendu, ou à un plus grand excédent de transactions courantes, quand ils ont vendu plus qu'ils n'ont acheté. Une situation financière mondiale favorable, bénéficiant d'un soutien sans précédent de la politique monétaire des grandes banques centrales, a permis aux pays de financer plus facilement de gros déficits de transactions courantes. À l'inverse, lors des crises précédentes pendant lesquelles les conditions financières s'étaient fortement durcies, il était plus difficile de financer des déficits de transactions courantes, ce qui a plongé des pays dans la récession.

Les manifestations anti-pass sanitaire en France d'août 2021 : un irrationalisme en provenance du centre de la société et directement expression de la seconde crise générale

Dans un pays capitaliste, il existe un consensus de masse extrêmement prononcé. La confiance en les institutions est relative, mais toutefois bien présente, surtout que celles-ci sont actives tout au long de la vie quotidienne des gens, par l'intermédiaire du système de santé, des assurances-chômage, des divers appareils tels l'éducation ou les permis pour les voitures, etc. Il n'est pas possible de vivre sans s'insérer au moins relativement dans ces appareils d'État, à moins d'être SDF de se poser en marginal telle la figure connue et totalement déconsidérée du « punk à chien ».

Il est bien connu que ce consensus propre à un mode de production capitaliste omniprésent à tous les niveaux de l'existence assèche par définition même le sens de l'utopie et, a fortiori, la conscience communiste des rapports sociaux. Il n'existe pas d'espace libre où peuvent se former des esprits suffisamment critiques pour s'arracher à la domination pratique et idéologique du capitalisme.

De tels espaces doivent être conquis et cela est évidemment difficile ; tel est le poids croissant de la subjectivité dans les métropoles impérialistes.

Non seulement la conscience est nécessaire à rebours de la « spontanéité », mais en plus il faut faire le choix de la rupture. Dans un tel contexte, il existe toutefois toujours des contradictions, mais celles-ci restent non antagoniques, intégrés aux rapports sociaux capitalistes.



La France a connu, depuis les années 1990, d'innombrables manifestations de protestation ; toutes, comme aspect principal, relèvent du corporatisme, du rapport de force à l'intérieur du capitalisme.

Ce genre de protestations relève des aléas de la vie quotidienne du capitalisme dans le contexte français. Les manifestations anti-pass sanitaire représentent à ce titre quelque chose de nouveau en France.

Pour la première fois depuis mai 1968, en raison de la seconde crise générale, on

a une nouveauté : une contestation généralisée du régime, venant du centre de la société elle-même.

Le mouvement anti-pass sanitaire en France est en effet porté par des gens qui, auparavant, faisaient confiance aux institutions et expriment une défiance sous la forme d'une déception, d'un sentiment d'abandon, de trahison. En ce sens, c'est une réédition directe du mouvement petit-bourgeois plébéen des gilets jaunes.

Les gilets jaunes appelaient à des réformes institutionnelles profondes, avec l'instauration du principe du référendum ; tout cela était en réalité bien flou et conditionné par la nature petite-bourgeoise de la démarche. De manière plus simple, les gilets jaunes appelaient en fait surtout à un « changement » indéfini passant par la démission d'Emmanuel Macron.

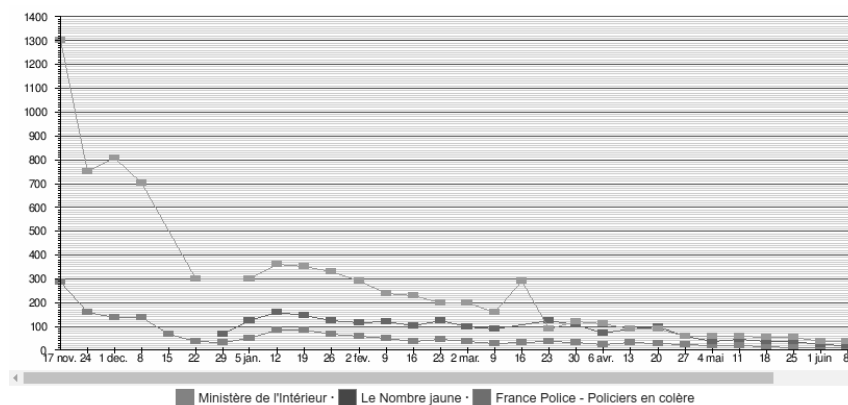


C'est que les gilets jaunes consistaient en des petits-bourgeois se levant contre la menace de la prolétarianisation et accusant l'État de ne pas assez en faire. Avec la crise générale, on a un mouvement similaire mais opposé : le mouvement anti-pass sanitaire consiste en des petits-bourgeois se levant contre la menace du pass sanitaire et de la vaccination obligatoire, accusant l'État de trop en faire.

Ce sont les deux aspects de la même conception petite-bourgeoise qui veut moins d'État afin de moins payer d'impôts, mais veut pareillement plus d'État afin d'être davantage épaulé par celui-ci. Telle est la situation intenable de la petite-bourgeoisie coincée entre le prolétariat et la bourgeoisie. Néanmoins, les anti-pass forment un opposé aux gilets jaunes non seulement car ils veulent moins d'État, mais également en termes de qualité.

Les gilets jaunes ont en effet été un mouvement très faible numériquement, à part pour la première manifestation. La mobilisation a très rapidement marqué le pas et, à part la médiatisation et les tensions lors de certains rassemblements, cela n'a pas touché le cœur de la société française. Il y avait davantage de gens allant dans les stades regarder chaque semaine du football qu'à rejoindre les gilets jaunes dans leur mobilisation.

Graphique présentant le nombre de manifestants (en milliers) par acte



Les gilets jaunes avaient un style rentre-dedans, de type plébéen, avec tout le style populaire beauf brut de décoffrage. Tel n'est pas le cas du mouvement anti-pass sanitaire, qui se prétend populaire au sens large, voire directement « familial ».

Le mouvement anti-pass sanitaire est ainsi parvenu à se maintenir dans la durée. Il a rassemblé pour la première manifestation à peu près autant que les gilets jaunes à l'origine, puis a réussi à rééditer plusieurs fois l'opération, contrairement justement aux gilets jaunes.

Il y a eu environ 237 000 personnes dans les rues le 7 août, 215 000 le 14 août, 175 000 le 21 août, 160 000 le 28 août.

C'est là quelque chose de profondément marquant. La base pour cela, c'est que les gilets jaunes ont développé un style – le fameux gilet jaune avec des mots d'ordre plébéiens écrits dessus, les rassemblements beaufs sur les ronds-points avec une fausse convivialité, etc. – mais que leur vision du monde était littéralement élémentaire.

C'est aussi le cas avec le mouvement anti-pass sanitaire, seulement avec la crise générale, cette vision du monde élémentaire peut donner libre cours à son irrationalisme forcené.



Les gilets jaunes étaient du même niveau, mais ne pouvaient pas exprimer leur paranoïa de manière ouverte, il n'y avait pas l'élan pour cela. C'était une simple expression nostalgique d'une France où l'on peut remplir son réservoir d'essence et payer son pavillon acheté à crédit sans de réelles difficultés.

Le mouvement anti-pass sanitaire relève d'une nostalgie similaire, mais dans un esprit de panique. C'est directement l'expression de la petite-bourgeoisie terrorisée par sa disparition en tant que couche sociale.

La révolte anti-pass sanitaire est une révolte contre l'Histoire et ses exigences, c'est un appel à ce que les thèmes dont traite la société ne soient pas ceux de la lutte des classes, de l'écologie, de la transformation du mode de vie.

Cela se voit de manière brutale avec l'irrationalisme des gens participant au mouvement, qui est particulièrement profond, agressif, unilatéral. Les discours sont incohérents, les arguments sans clarté voire mensonger.

Le fond de la démarche est une dénonciation du pass sanitaire comme « liberticide », ce qui est une expression anti-communiste de refus des exigences collectives ; à cela s'associe un noyau dur anti-vaccin particulièrement idéaliste, pour ne pas dire délirant sur un mode mystique ou ésotérique.

La question de savoir l'interaction entre l'esprit « anti-pass » et celui « anti-vax » est évidemment importante ; on trouve sur agauche.org de nombreux articles d'intérêt à ce sujet.

C'est que la question de l'articulation entre l'affirmation directement anti-collectivité et la furie anti-rationaliste est essentielle pour saisir comment tout ce phénomène se conjugue et même se développe. Il y a deux aspects qui se nourrissent l'un l'autre et, selon les moments, l'un des deux devient principal, servant de moteur au mouvement.

Que ces deux aspects forment une unité ne doit pas surprendre. Les soutiens et participants au mouvement anti-pass sanitaire sont, conformément à leur base petite-bourgeoise, particulièrement véhéments et paranoïaques.

Ils définissent le pass sanitaire comme une mesure d'apartheid et le symbole de l'étoile jaune a même été parfois employé.

Les vaccins sont dénoncés comme un complot des grandes entreprises capitalistes assimilés à un regroupement dénommé « big pharma » et, de manière générale, il y a la considération qu'il existerait un agenda caché, gouvernemental ou de la part d'une société secrète, pour mettre en place le contrôle général de la population.

Ces conceptions restent marginales dans la société française, qui ne cède nullement à l'irrationalisme. En un certain sens, le décalage avec la société française du mouvement anti-pass sanitaire est aussi grand qu'avec les gilets jaunes.

La forme prise est trop folle, le contenu trop flou, l'absence de valeurs bien établies un repoussoir dans un pays comme la France où l'on raisonne beaucoup (voire trop, jusqu'à la paralysie et au relativisme).



Toutefois, le mouvement anti-pass sanitaire vient tout de même, malgré tout, du centre de la société. En cela, il doit profondément inquiéter. Sa base est constituée de gens « normaux », alors que tel n'était pas le cas pour les gilets jaunes.

Si au départ, les gilets jaunes s'appuyaient sur des gens « normaux », très rapidement il y a eu un style propre aux couches petites-bourgeoises en voie de perte, vivant littéralement sur le tas sur le plan des idées.

D'où le renforcement du côté « brut de décoffrage » du mouvement afin de compenser par une image d'authenticité, voire de rusticité, pour masquer l'absence de propositions sérieuses et de perspective réelle. Cela ne pouvait pas aller bien loin de par une telle absence de crédibilité intellectuelle, morale, historique.

Le mouvement anti-pass sanitaire a connu quelque chose de différent. Il a su quant à lui happer un pan entier de la petite-bourgeoisie éduquée, mais touchée par les considérations irrationnelles, farfelues, folles.

Sur des chaînes télévisées du câble on peut voir de nombreuses émissions sur de prétendus anciens extra-terrestres ayant bâti les pyramides et autres fariboles : c'est

ce public là qui a été conquis par le mouvement anti-pass sanitaire.

Ce sont les franges pseudo-critiques mais en fait délirantes de la petite-bourgeoisie, qui ont trouvé une voie pour se mettre en mouvement. Normalement elles vivent à la marge, là elles ont pu s'affirmer historiquement.

Cela n'aurait pas pu se produire sans un appui matériel, naturellement. Ces couches petites-bourgeoises délirantes sont en effet consommatrices : elles achètent des ouvrages d'éditions délirantes sur la magie noire, elles regardent des vidéos d'aliens, elles sont en agitation permanente, mais dans une bulle qui leur est propre. Il fallait qu'elles soient épaulées.



C'est là qu'on trouve de très nombreux activistes de la mouvance anarchiste ou contestataire d'ultra-gauche en général.

Ces activistes ont abandonné tout principe et se sont précipités dans ce qui apparaît pour eux essentiel : dénoncer l'État, quel que soit la raison, quelles que soient les motivations.

Et on trouve également l'extrême-droite de type « souverainiste », qui a immédiatement été le noyau dur d'un tel activisme, notamment Florian Philippot, ancien numéro deux derrière Marine Le Pen du Rassemblement National (l'ancien Front National).

Son mouvement *Les Patriotes* apparaît comme la pointe idéologique du mouvement anti-pass sanitaire.

Mais on retrouve en première ligne également François Asselineau de l'Union populaire républicaine, Nicolas Dupont-Aignan de Debout La France, ainsi que le mouvement catholique intégriste Civitas.

Il y a une convergence de l'extrême-droite et de l'ultra-gauche, pressée d'être en mesure de toucher un nouveau public, une base de 200-300 000 personnes faisant irruption sur le terrain de la « contestation ».

L'opération reste malaisée, car le mouvement anti-pass sanitaire, tout comme les gilets jaunes de par le passé, est une expression directe de la crise. Cependant, il peut exister un phénomène de maturation, surtout si l'aspect économique commence à prendre le dessus dans la nature de la crise.

Ce qui est en tout cas très clair, c'est que :

1. la crise a provoqué un mouvement irrationnel de masse dans la petite-bourgeoisie ;
2. l'ultra-gauche et l'extrême-droite ont convergé en faveur de ce mouvement.

Ce qu'il va en advenir ne peut être que néfaste pour la lutte des classes, à moins que ce mouvement n'échoue complètement et serve de contre-exemple, ce qui aurait dû d'ailleurs arriver aux gilets jaunes s'ils n'avaient pas eu le soutien de l'ultra-gauche, d'une partie des syndicats, avec une surmédiation. ■

LA QUESTION DU « COMLOTISME »

Plus on vit dans une société aux forces productives développées, plus la réalité se complexifie. Le problème est que si l'on ne maîtrise pas les clefs des dernières avancées scientifiques ainsi que du développement technologique, la réalité apparaît comme quelque chose d'insaisissable.

Et le capitalisme a cette particularité sur les anciens modes de production qu'il s'élargit en permanence sur la base de l'actualisation du niveau de forces productives qu'il a lui-même développé sous sa propre empreinte (voir l'article de Crise sur « la mise à jour des forces productives »).

C'est d'ailleurs là le rôle essentiel de l'avant-garde communiste, et plus généralement de toutes les avant-gardes populaires dans l'Histoire, que d'être le pôle de synthèse idéologique en mesure de restituer la complexité du monde.

Sans une avant-garde qui reflète les besoins populaires, le peuple reste à la merci d'une vie quotidienne aliénée et en quête d'explications qui, de générales et approximatives se transforment vite en un simplisme unilatéral.

Un simplisme unilatéral qui a pris le nom récent de « complotisme » ! Pour en saisir les contours, il faut voir en quoi le complotisme est une simplification de l'analyse du monde sur la base d'une critique unilatérale du capitalisme.

Si la société n'a fait que se complexifier à partir du début de l'agriculture et de la domestication des animaux, il faut bien voir que le capitalisme est un mode de production qui reflète la complexification avancée des rapports de l'Humanité avec elle-même et avec la Nature.

Ce qu'il faut saisir c'est que le capitalisme est un mode de production fondé sur deux grandes caractéristiques.

La première et la plus connue et la plus facile à saisir, c'est la propriété privée des moyens de production qui fait qu'il y a d'un côté les maîtres des richesses scientifiques et technologiques, et de l'autre les masses dépossédées de ces richesses, obligées de travailler en soumission et au service des premiers.

La seconde, c'est que pour que le capitalisme devienne un mode de production dominant, il lui faut le salariat. Et pour cela, il faut la généralisation du marché, c'est-à-dire que le travail soit séparé de la

personne humaine, de sorte que cette dernière soit porteuse d'une force (physique, mentale, etc.) marchandé pour un temps déterminé à un maître de la richesse technologique.

Mais le marché comporte lui-même une contradiction interne, une contradiction qui n'est pas vue par la bourgeoisie elle-même, ou du moins pas entièrement.

Car pour qu'un produit du travail humain devienne une marchandise, il faut qu'elle soit présentée comme telle à un acheteur, et pour qu'elle soit présentée ainsi, il lui faut acquérir une valeur contenue dans un prix. C'est l'opposition dialectique classique entre valeur d'usage et valeur d'échange.

Comme on le sait, la valeur d'usage renvoie au caractère d'utilité sociale, culturelle, d'un produit. La valeur d'usage satisfait un besoin déterminé. La valeur d'échange est quant à elle un reflet d'une réalité abstraite : c'est la quantité de travail socialement nécessaire à la production d'un bien qui lui donne cette valeur.

Et quand on dit « travail socialement nécessaire », il ne faut donc pas avoir en tête la dernière étape de la chaîne, disons l'usine d'assemblage d'un téléphone, mais l'ensemble du processus qui permet à un tel produit d'être fabriqué, allant de l'électricité pour la production aux travailleurs de conception et d'exécution, en passant par les matières premières. Cela renvoie à la question de la coopération sociale de milliers, voire de millions de travailleurs dans le monde pour la production de biens.

Or, le problème c'est que cette valeur d'échange revêt un caractère mystérieux : n'importe qui qui achète une brosse à dent dans un supermarché ne s' imagine pas que le prix affiché est le reflet d'une vaste coopération sociale afin d'aboutir à ce que des éléments naturels finissent en une brosse à dent. Avec tout le packaging qui l'entoure, la brosse à dent semble tomber du ciel ou bien d'on ne sait où...

Mais c'est la même chose pour la force de travail qui est une marchandise comme une autre : quand un employeur achète (loue) une force de travail, il ne cherche pas à savoir les conditions sociales qui participe à produire cette force. Et le travailleur entre lui aussi dans le jeu de la marchandise en vantant des conditions les plus favorables, avec pour arme principale un C.V. montrant sa formation et son expérience.

Cet aspect de la production marchande a donné lieu à la fameuse grande critique de Marx à propos du fétichisme de la marchandise. Dans cette argumentation, il revient sur le fait que le mode de production capitaliste fondé sur la réalisation de la valeur d'échange renouvelle le besoin religieux. On a souligné les passages essentiels :

« Le monde religieux n'est que le reflet du monde réel.

Une société où le produit du travail prend généralement la forme de marchandise et où, par conséquent, le rapport le plus général entre les producteurs consiste à comparer les valeurs de leurs produits et, sous cette enveloppe des choses, à comparer les uns aux autres leurs travaux privés à titre de travail humain égal, une telle société trouve dans le christianisme avec son culte de l'homme abstrait, et surtout dans ses types bourgeois, protestantisme, déisme, etc., le complément religieux le plus convenable.

Dans les modes de production de la vieille Asie, de l'antiquité en général, la transformation du produit en marchandise ne joue qu'un rôle subalterne, qui cependant acquiert plus d'importance à mesure que les communautés approchent de leur dissolution.

Des peuples marchands proprement dits n'existent que dans les intervalles du monde antique, à la façon des dieux d'Épicure, ou comme les Juifs dans les pores de la société polonaise.

Ces vieux organismes sociaux sont, sous le rapport de la production, infiniment plus simples et plus transparents que la société bourgeoise ; mais ils ont pour base l'immaturité de l'homme individuel — dont l'histoire n'a pas encore coupé, pour ainsi dire, le cordon ombilical qui l'unit à la communauté naturelle d'une tribu primitive — ou des conditions de despotisme et d'esclavage.

Le degré inférieur de développement des forces productives du travail qui les caractérise, et qui par suite imprègne, tout le cercle de la vie matérielle, l'étroitesse des rapports des hommes, soit entre eux, soit avec la nature, se reflète idéalement dans les vieilles religions nationales.

En général, le reflet religieux du monde réel ne pourra disparaître que lorsque les conditions du travail et de la vie pratique présenteront à l'homme des rapports transparents et rationnels avec ses semblables et avec la nature.

La vie sociale, dont la production matérielle et les rapports qu'elle implique forment la base, ne sera dégagée du nuage mystique qui en voile l'aspect, que le jour où s'y manifestera l'œuvre d'hommes librement associés, agissant consciemment et maîtres de leur propre mouvement social.

Mais cela exige dans la société un ensemble de conditions d'existence matérielle qui ne peuvent être elles-mêmes le produit que d'un long et douloureux développement. »

Marx expose ici très clairement en quoi la Religion, comme explication idéaliste des choses, est le fruit à la fois d'anciens mode de production dans lesquels la science n'a pas entièrement pénétré la production sociale, mais aussi du capitalisme en ce qu'il se base

sur des rapports mystifiés entre les gens, c'est-à-dire des rapports marchands fondés sur la valeur d'échange.

L'idéal bourgeois des Lumières fut de croire en l'avènement d'une Raison pour tous. La bourgeoisie la plus avancée a toujours porté en elle la lutte contre le féodalisme et l'idéalisme religieux. Cette émancipation, elle pensait pouvoir la réaliser grâce à l'intégration de la science dans la production, permettant une maîtrise totale des aléas naturels.

Être prisonnier des aléas naturels, n'était-ce pas là le fondement premier de la Religion ?

En France, par absence de compréhension du matérialiste dialectique, l'« anti-complotisme » se limite à être une succursale du rationalisme bourgeois. A Gauche, syndicalisme oblige, il suffirait de rappeler l'aspect premier du capitalisme, l'opposition entre travailleurs et patrons, pour contester le « complotisme ».

Il est ainsi loupé l'aspect principal de la vision du monde dite « complotiste » : une explication idéaliste-religieuse du monde sous une forme laïcisée du fait d'une société fondée sur un haut niveau de forces productives, et donc de coopération sociale. Les bases matérielles de cette explication sont à trouver dans le caractère mystique des rapports de production issus de la marchandise.

Ce qu'on appelle complotisme est un produit, et une expression du capitalisme confronté à sa crise générale. On sait que les années 1920-1930, des secteurs entiers de l'Allemagne ont été envahis par des formes de pensées ésotériques, à prétention « naturaliste », activant une forme idéaliste et réactionnaire de romantisme.

Dans le cadre de la seconde crise générale, le « complotisme » est une lecture du monde qui est venue combler le vide laissé par la décomposition de la religion, et la liquidation des restes féodaux dans les années 1960.

Comme cette décomposition du féodalisme ne s'est pas faite en même temps qu'une avance du socialisme, donc d'une maîtrise collectivisée de la science, les anciens secteurs de la société dirigés par la pratique religieuse sont laissés dans un vide spirituel. Or, dans le même temps, il y a une élévation importante du niveau des forces productives depuis les années 1950, puis après 1989.

Dans un tel contexte, le vide laissé par la croyance, et surtout l'affaiblissement de la pratique et de la discipline religieuse, entraîne un besoin de combler par une autre vision empruntant un schéma de pensée similaire à la religion, tout en étant pas la religion.

Ce besoin relève d'un besoin de compréhension d'un monde capitaliste fondé sur des obscurités, des abstractions marchandes, des rapports sociaux impersonnels, etc., d'autant plus insaisissables

que le niveau productif est tel que l'abondance des biens est objectivement là.

Comme le remarquait Lénine :

« Pourquoi la religion se maintient-elle dans les couches arriérées du prolétariat des villes, dans les vastes couches du semi-prolétariat, ainsi que dans la masse des paysans ?

Par suite de l'ignorance du peuple, répond le progressiste bourgeois, le radical ou le matérialiste bourgeois.

Et donc, à bas la religion, vive l'athéisme, la diffusion des idées athées est notre tâche principale.

Les marxistes disent : c'est faux.

Ce point de vue traduit l'idée superficielle, étroitement bourgeoise d'une action de la culture par elle-même. Un tel point de vue n'explique pas assez complètement, n'explique pas dans un sens matérialiste, mais dans un sens idéaliste, les racines de la religion.

Dans les pays capitalistes actuels, ces racines sont surtout sociales.

La situation sociale défavorisée des masses travailleuses, leur apparente impuissance totale devant les forces aveugles du capitalisme, qui causent, chaque jour et à toute heure, mille fois plus de souffrances horribles, de plus sauvages tourments aux humbles travailleurs, que les événements exceptionnels tels que guerres, tremblements de terre, etc., c'est là qu'il faut rechercher aujourd'hui les racines les plus profondes de la religion.

« La peur a créé les dieux ». La peur devant la force aveugle du capital, aveugle parce que ne pouvant être prévue des masses populaires, qui, à chaque instant de la vie du prolétaire et du petit patron, menace de lui apporter et lui apporte la ruine « subite », « inattendue », « accidentelle », qui cause sa perte, qui en fait un mendiant, un déclassé, une prostituée, le réduit à mourir de faim, voilà les racines de la religion moderne que le matérialiste doit avoir en vue, avant tout et par-dessus tout, s'il ne veut pas demeurer un matérialiste primaire.

Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion des masses abruties par le bagne capitaliste, assujetties aux forces destructrices aveugles du capitalisme, aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre ces racines de la religion, contre le règne du capital sous toutes ses formes. »

Il suffit de voir la contestation anti-pass sanitaire / anti-vaccin actuelle en France pour comprendre ce phénomène de la critique

des « forces aveugles du capitalisme » sur une base irrationnelle, idéaliste-religieuse sans prendre la forme directe de la religion.

Une bonne partie de cette contestation est portée par des secteurs illuminés et ésotériques, comme par exemple avec le mouvement initié par le réactionnaire Pierre Rabhi.

Louis Fouché, un médecin anesthésiste-réanimateur à Marseille qui est un leader de cette contestation délirante depuis le printemps 2020 avec son site « RéinfoCovid », relève de la mouvance ésotérique « Colibris » de Pierre Rabhi. Hayssam Hoballah, un « coach bien-être et santé » mis en avant par « RéinfoCovid » a été à l'initiative de « Listes citoyennes » lors des dernières élections régionales. D'ailleurs, Louis Fouché n'hésite pas à faire des allusions à Dieu dans certaines de ses interventions sur Internet. On pourrait citer aussi Alexandra Henriot-Claude, une généticienne et ancienne directrice à l'INSERM proche des milieux catholiques intégristes.

Dans les manifestations, on y retrouve aussi le mouvement catholique intégriste Civitas, tout comme des éléments issus de la « Manif pour tous ». Des mouvements qui sont à la pointe de la contestation contre les mesures sanitaires depuis le début, fustigeant la « dictature sanitaire » lors des confinements, puis lors du port du masque obligatoire.

Avec le pass sanitaire qui implique la vaccination de masse, il y a pour ces éléments un boulevard pour élargir leur contestation.

Pour les « anti-vaccins », le vaccin serait un produit de « big pharma », dont on ne connaîtrait pas la véritable composition, les représentants des gouvernements seraient à la solde des ces intérêts pour en écouler le plus possible, et le plus cher possible.

C'est là une critique simpliste et unilatérale. Simpliste car elle réduit la bourgeoisie aux capitalistes des monopoles pharmaceutiques. Pour assurer sa domination, la bourgeoisie doit proposer une porte de sortie collective de la pandémie de Covid-19 : le vaccin en est une, c'est la condition de justification de la bourgeoisie pour continuer la civilisation.

La critique est également unilatérale, car si les grandes entreprises pharmaceutiques visent, comme tout capitaliste, à réaliser la valeur d'échange, celle-ci ne peut se faire si elle ne satisfait pas un besoin social, en l'occurrence se protéger au moins en partie contre les formes graves de la maladie produit par le virus Sars-Cov-2.

Le capitalisme c'est les deux aspect : il ne peut pas y avoir procès de valorisation sans avoir procès de production, donc coopération sociale. Le vaccin vise clairement à sécuriser par temps de pandémie mondiale cet aspect capitaliste, et donc il répond à la production de la valeur d'usage, à la coopération sociale.

Au lieu de voir comment procès de production (valeur d'usage) et

procès de valorisation s'entrecroisent, les « anti-vaccin » nient le caractère social du vaccin pour ne voir que l'aspect valeur d'échange.

L'annonce d'une hausse du prix de vente des vaccins Moderna et Pfizer-BioNTech va dans le sens de cette critique : tout serait fait au fond pour vendre le plus possible de vaccin. Et dans le vaccin se logerait d'autres valeurs d'échanges à satisfaire, telle la 5G par exemple, ou avec des objectifs « maléfiques ».

Pour les anti-vaccins, il est simple que le monde capitaliste se réduit à la seule et unique valeur d'échange. Ils ne voient pas l'entrelacement des deux faces de la valeur et font l'erreur classique d'opposer de manière cloisonnée valeur d'usage et valeur d'échange.

La valeur d'usage serait bonne, la valeur d'échange serait mauvaise, parasitaire, il y a le Bien et le Mal, empruntant par là une dichotomie religieuse. Pour retrouver un sens et une prise sur le monde, il faudrait en revenir à la maîtrise de la seule valeur d'usage.

Il n'y a aucune compréhension de comment le travail est lui-même l'incarnation de l'unité dialectique valeur d'usage-valeur d'échange et de la question essentielle de l'aliénation liée à la contradiction intellectuel-manuel.

Mais, la véritable difficulté posée au communisme par le complotisme » c'est qu'il est en quête d'une explication totale, totalisante, de la réalité. C'est là un moteur positif, qui évite de tomber dans le mécanisme bourgeois, avec ses probabilités, sa loi du hasard, etc. D'un autre côté, il tombe, par cette soif d'une explication unique, dans ce simplisme unilatéral.

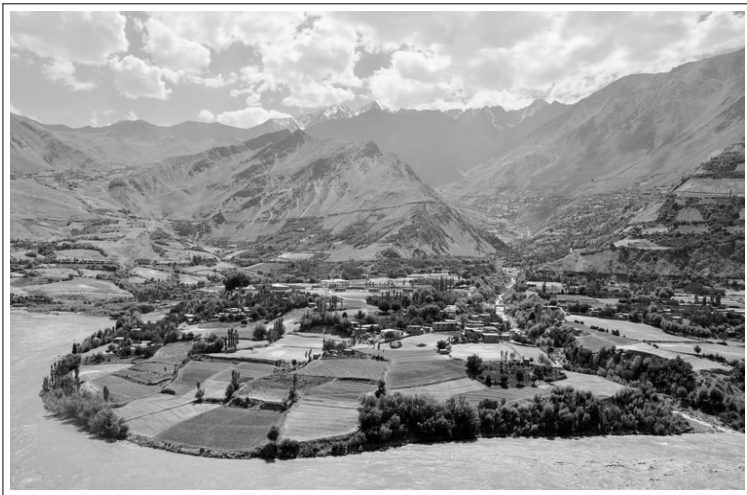
Sans le matérialisme dialectique, la quête d'une vision totalisante débouche ou bien sur l'idéalisme religieux lorsqu'elle est liée d'une manière ou d'autre à des forces relevant du féodalisme, ou bien sur le fascisme lorsqu'elle est dépendante de la décadence de la haute bourgeoisie.

Car l'incapacité de comprendre l'unité dialectique de la valeur est finalement une expression de la décadence de la haute bourgeoisie qui n'a elle-même plus prise avec le monde, du fait de son cosmopolitisme, et avec la production, du fait de sa situation rentière.

Le complotisme est un simplisme unilatéral qui est bloqué dans la résolution de la contradiction intellectuel/manuel : il est une forme d'entrave dans la prise de conscience populaire de la crise générale du mode de production capitaliste. ■

LA VICTOIRE DES TALIBANS EN AFGHANISTAN DANS LE CONTEXTE DE LA BATAILLE POUR LE REPARTAGE DU MONDE

Malgré un investissement colossal en Afghanistan depuis 2001, les États-Unis ne sont pas arrivés à faire de l'Afghanistan un pays-base comme ont pu l'être et le sont encore relativement la République Fédérale Allemande, le Japon ou la Corée du Sud. Le terme colossal est nécessaire, car les États-Unis ont dépensé 300 millions de dollars *par jour* pendant 20 ans, et cela à crédit, ce qui a apporté aux créanciers pas moins de 500 milliards de dollars d'intérêt, la somme quadruplant d'ici 2050.



Le meilleur exemple de cet échec est qu'à l'annonce au début de l'été du départ final de l'armée américaine, l'armée afghane de 320 000 hommes s'est évaporée en quelques semaines, permettant aux Talibans de s'emparer du pays avec seulement 60 000 hommes.

Cependant, on doit bien comprendre qu'une telle victoire ne serait pas possible sans la présence d'un grand frère, en l'occurrence de deux grands frères mêmes. Le premier, c'est le Pakistan, le second, c'est la Chine.

Ces deux grands frères apportent deux choses : une légitimité pratique en termes de force pour l'un, une véritable perspective de développement pour l'autre.

Quand on parle en effet de la victoire des talibans en Afghanistan, il faut en fait parler d'un événement dans la zone « Afpak », c'est-à-dire l'Afghanistan et le Pakistan. Les deux pays sont liés historiquement, de manière à la fois relative et absolue. Le « A » dans le mot Pakistan désigne l'Afghanistan ; inversement, à la fondation du Pakistan, l'Afghanistan n'a pas reconnu ce pays en raison de la question frontalière définie par la ligne Durand la privant de certains territoires.

C'est qu'un peuple vit justement à la fois du côté du Pakistan et de l'Afghanistan : les Pachtounes. Et ce sont eux qui forment le noyau dur des Talibans historiquement.

En fait, à la suite de l'invasion de l'Afghanistan par le social-impérialisme soviétique en 1979, il y a eu trois millions de réfugiés afghans au Pakistan, principalement des Pachtoune.

Le Pakistan a cherché à profiter de cela : il a formé les moudjahidines afghans anti-soviétiques selon la stratégie du général pakistanais Hamid Gul par l'intermédiaire des services secrets pakistanais, l'Inter-Services Intelligence. L'Arabie Saoudite a largement financé l'initiative (c'est dans ce cadre qu'est intervenu Oussama Bin Laden, lui-même saoudien).



Le soutien par la suite du Pakistan aux Talibans afghans, eux-mêmes composés de Pachtoune, en a été le prolongement direct, et quand on parle de soutien on devrait littéralement parler d'organisation encore une fois, puisque les écoles coraniques des réfugiés afghans au Pakistan forment l'origine du mouvement grâce au soutien pakistanais.

Il faut ici noter un aspect religieux important. Il y a 36 000 centres religieux musulmans au Pakistan et la moitié est d'obédience deobandi, alors que les musulmans de cette obédience forment moins du quart des musulmans pakistanais. C'est que l'Arabie Saoudite a arrosé l'obédience à coups de pétro-dollars.

Le deobandisme est en effet un fondamentalisme islamique né au 19^e siècle, comme réaction néo-féodale au colonialisme, et il converge aisément avec le wahabisme saoudien. Les deux sont « littéralistes » dans leur interprétation de l'Islam.



Et, on l'aura compris, les Talibans relèvent de l'obédience deobandi.

Lorsque les Talibans prirent le pouvoir en Afghanistan en 1996, et ce jusqu'en 2001, leur « Émirat islamique » fut reconnu par trois pays seulement : on ne s'étonnera nullement qu'il s'agisse du Pakistan, de l'Arabie Saoudite et des Émirats Arabes Unis.

Toutefois, les pachtoune ne forment pas le seul peuple d'Afghanistan, un pays composé de trois parties bien distinctes :

- Un premier ensemble méridional est tourné historiquement vers l'Iran, dominé par la culture persane et polarisé autour des villes de Herat et de Kandahar, qui sont d'ailleurs d'anciennes fondations helléno-persanes remontant à Alexandre le Grand ;
- Un second ensemble est lui aussi marqué par la culture persane, mais Tadjik plus précisément, c'est-à-dire persane d'Asie centrale, autour de Mazar e-Sharif au Nord,

il se relie par la fameuse passe de Khyber et le long de la rivière Kaboul, d'où vient le nom de l'actuelle capitale du pays, à la vallée de l'Indus et donc au Pakistan ;

- Enfin, le reste du pays est dominé par des vallées isolées, où comme dans le Caucase où les montagnes d'Asie du Sud-Est se concentrent une multitude de peuples, irano-turcs ou irano-mongols, comme les Hazaras, ces derniers maintenant une vie sociale clanique et conservatrice souvent très arriérée, tout entière tournée vers leur refus historique de rompre avec le féodalisme.

Les Pachtounes sont le seul de ces peuples à être présents partout, dominant démographiquement l'Ouest du pays, notamment Kandahar et la région de Kaboul.

On comprend donc aisément à quel point leur soutien dans le contexte d'un pays encore à une phase pré-nationale de son histoire est ici une clef pour les impérialismes.

Les Talibans ne cessent de se présenter comme les vrais représentants de l'unité afghane, dans le prolongement des prétentions pachtounes des décennies précédentes. On ne saurait assez souligner cette dimension nationale-religieuse, qui calibre justement les discours.

C'est la raison pour laquelle le premier ministre pakistanais Imran Khan, lui-même un pachtoune, a dit en août 2021, en feignant de parler de l'influence d'une culture étrangère aux dépens de sa propre culture, que la victoire des Talibans permettait aux Afghans de briser « les chaînes de l'esclavage ».

Et l'ex-ambassadeur canadien en Afghanistan, Chris Alexander, a dans cet esprit publié le message suivant sur Twitter le 17 août 2021 :



« Il y a deux jours, les laquais du Pakistan ont pris Kaboul pour installer leurs terroristes listés et prendre la direction de tueries de masse et autres crimes de guerre ».

Le ministre des Affaires étrangères pakistanais, Shah Mahmood Qureshi, s'est d'ailleurs rendu à Kaboul le 22 août 2021.

Mais, de la même manière, des responsables talibans étaient en Chine à la fin juillet 2021. Le ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, a rencontré officiellement le mollah Abdul Ghani Baradar, qu'on peut

considérer comme le numéro deux des Talibans, le chef d'une sorte de bureau politique.

Et le 20 août 2021, le porte-parole des Talibans, Souhail Shaheen, a expliqué la chose suivante à la chaîne de télévision chinoise CGTN :

« La Chine est un grand pays, avec une économie forte, je pense qu'elle peut jouer un rôle important dans la reconstruction et la réhabilitation de l'Afghanistan. »



Ces propos ont été tenus alors qu'au même moment, en Chine, se tenait la cinquième édition du Forum économique sino-arabe Yinchuan. Cette ville est chef-lieu de la région autonome huí du Ningxia. Les Huís, qui sont vingt millions, sont musulmans. Ils sont légitimistes par rapport à la nation chinoise et forment la majorité des musulmans de Chine.

Les Ouïghours forment quant à eux autour de 41 % des musulmans chinois ; peuple turc sur le plan ethnique, ils sont

par contre historiquement opposés aux Huís dans une sorte de nationalisme musulman les amenant à se confronter en ce moment à une puissante répression de la part de l'État chinois.

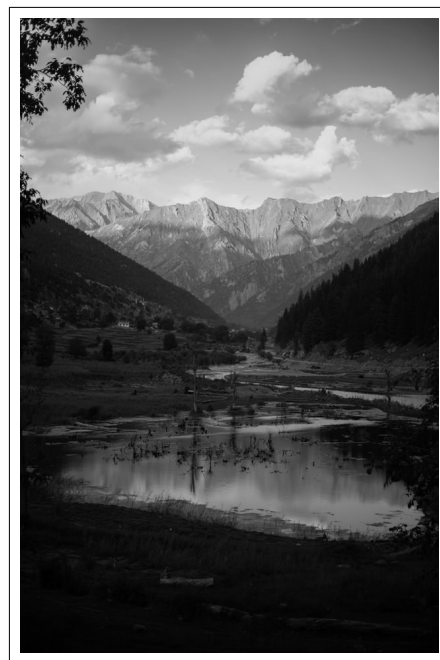
Cela pour dire que les Ouïghours ne sont nullement tous les musulmans de Chine et que la Chine peut tout à fait proposer une acceptation de l'Islam en son sein, d'autant plus qu'il s'agit d'une population infime au niveau national.

Cela est d'autant plus facile qu'il existe depuis 2017 un « Corridor économique Chine-Pakistan », dont le président a changé en août, l'ancien général Asim Saleem Bajwa étant remplacé par Khalid Mansoor, un homme des milieux économiques pakistanais ouvertement adoubé par la Chine.

Pour résumer, la Chine prête, investit et construit massivement dans les infrastructures pakistanaises, afin de permettre une réimpulsion du capitalisme bureaucratique de ce pays... évidemment en amenant une dépendance vis-à-vis de la Chine.

62 milliards de dollars doivent servir aux transports et au secteur de l'énergie, ce qui est plus que tous les investissements étrangers au Pakistan depuis 1960 et l'équivalent de 17 % du PIB pakistanais. Autant dire que c'est une pénétration de dimension énorme de la part du capital chinois, de manière résolument impérialiste.

Un rôle important est attribué au port de Gwadar, au Baloutchistan, une région marquée par un indépendantisme largement soutenu par l'Inde et par l'ancien régime afghan.



Le port de Gwadar relève de ce que les impérialistes américains appellent la stratégie chinoise du « collier de perles » : des investissements massifs et des prises de contrôles de ports tout au long de la route d'approvisionnement maritime en pétrole.

La Chine a un port militaire à Djibouti ; la Birmanie est un satellite chinois, tout comme le Cambodge. Chittagong au Bangladesh est un port sous large influence chinoise, tout comme Port-Soudan, etc.

L'Afghanistan peut tout à fait s'insérer ici dans cette expansion régionale chinoise, surtout que nombre de ses voisins, tels le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, ainsi que l'Iran, sont dans l'orbite russe voire connaissent un penchant chinois marqué.



Il faut bien saisir cependant qu'ici le terrain est terriblement mouvant, changeant. L'instabilité générale est immense.

Pour les États-Unis, la retraite aussi chaotique soit-elle, n'est ainsi pas forcément mauvais en soi ou unilatéralement une défaite.

Déjà, les relations de l'armée américaine et ses agences avec les Talibans n'ont de fait jamais cessé. Depuis février 2020, un accord avec ces derniers avait même été passé très officiellement à Doha au Qatar, reconnaissant à ces derniers le droit de gouverner le pays une fois l'armée américaine repliée. Ce repli étant prévu par l'accord en question pour 2021.



De plus, les Talibans ont donc rompu avec l'idéologie révolutionnaire-conservatrice de l'islamisme d'Al Qaïda pour se tourner de manière assez ouverte vers l'islamisme de marché promu par le Pakistan, de manière ouvertement parallèle aux pays sous la coupe des Frères musulmans, la Turquie et le Qatar.

Sur ce point, il y a aussi la concurrence avec l'islamisme iranien, qui pour maintenir un semblant de souffle assimile de plus en plus l'eurasianisme russe à sa sauce. Dans l'idée des mollahs chi'ites de Téhéran, l'Afghanistan devrait devenir une sorte de Syrie ou d'Irak, une espèce de fédération clanique « gelée » dans un conservatisme policier.

Cela supposerait néanmoins que les Talibans se tournent vers le chi'isme, ou du moins fassent une plus grande place aux Persans voire même aux Hazaras qui le sont, et il est vrai qu'il y a une certaine tendance en ce sens.

L'une ou l'autre de ces influences conviennent à la Chine sur le fond, mais cela place les Talibans dans une position délicate dans laquelle leur islamisme va devoir se définir dans un sens ou d'un autre, alimentant forcément les dissidences en mode « romantique » qui constituent la base sur laquelle continuent d'exister des mouvements comme al Qaeda ou Daech dans ce pays.

Cela explique aussi le soi-disant « changement » des Talibans, dont le programme islamiste reste le même dans l'idée, mais sur une autre base.

Cela se voit notamment dans la communication de ces derniers, avec la mise en avant de l'unité de « forces spéciales » de Badr 313, qui affirme un style ultra moderne en terme de posture, d'armement, de tactique etc, tout en ayant pour nom celui d'une bataille mythique de l'Islam (la bataille de Badr où Mahomet était avec 313 fantassins), la première après l'Hégire et donc la première victoire des musulmans en tant que tels.



Après la prise de Kaboul, cette unité a même diffusé une image où on la voit élever le drapeau de l'Émirat d'Afghanistan, en imitant strictement le célèbre cliché de la bataille d'Iwo Jima gagnée par les Américains, et dont l'iconographie est connue du monde entier.

Il est évident qu'il y a là une rupture totale de style avec le romantisme « salafiste » de Daech ou même d'al Qaeda cultivant un goût et une esthétique plus féodale que moderne.

C'est en cela que l'on peut parler « d'islamisme de marché », c'est-à-dire de capitulation du néo-féodalisme islamique romantique devant le capitalisme et sa modernité. Il n'y a plus de « contre-modèle » au capitalisme occidental, mais un modèle islamique vers le capitalisme.

C'est aussi que malgré son arriération, l'Afghanistan a néanmoins connu une modernisation relative, touchant une partie de sa population notamment dans les villes. Cette mince couche entrée partiellement dans la modernité a largement été appuyée par la propagande américaine ou même européenne, en particulier concernant les femmes. L'exemple de la rappeuse anti-taliban Sonita Alizadeh est par exemple représentatif de cela.

Et, pour compliquer encore les choses, il existe un Tehrik-e-Taliban Pakistan (Mouvement des Talibans du Pakistan) s'affrontant avec l'armée pakistanaise, qui pourtant soutient les Talibans afghans !

Ce paradoxe est dû à la réalité semi-féodale de toute la région et à la fondation du Pakistan sur une base identitaire fictive (du même type que le sionisme) sous l'égide de l'impérialisme britannique. Le Pakistan cherche ainsi à rassembler le plus de forces possibles pour être en mesure de se confronter à l'Inde et privilégie pour ce faire une base panislamique.

Comment les Talibans, devenus islamistes de marché, vont-ils gérer le mouvement généré au Pakistan ?



Ils ont en effet un besoin absolu de gagner à une partie significative de la petite-bourgeoisie bureaucrate ou culturelle pour faire tourner l'administration, les services médicaux, les transports, l'énergie... D'où les inquiétudes devant la fuite générale de ce personnel et les tentatives des talibans pour le retenir.

Ici d'ailleurs, les puissances occidentales, américaines ou européennes, y compris la France, jouent un jeu ouvertement déstabilisateur en organisant avec un cynisme écœurant la

fuite de ce personnel après avoir livré le pays aux Talibans contre accord.

Il faut voir aussi que cette déstabilisation est en partie calculée. Les États-Unis ont ainsi redéployé leur stratégie impérialiste depuis 2019 autour du concept de zone « Indo-Pacifique » devant cibler directement la Chine comme l'ennemi principal.

L'islamisme « révolutionnaire » étant maintenant considéré comme secondaire et neutralisable par les puissances expansionnistes et concurrentes du bloc Turquie-Qatar-Pakistan, ces pays étant par ailleurs relativement satellites de la puissance américaine et instables, l'administration américaine a décidé de s'y retirer au bénéfice d'une alliance maritime renforcée par le Royaume-Uni et en partie la France, de plus en plus entraînée dans un bellicisme qu'elle est bien contente de reprendre à son compte.

Il y a ici une concurrence entre la fraction impérialiste française favorable à l'idéologie eurasienne promue par la Russie (l'extrême-droite, les populistes de La France Insoumise, la « gauche » du PCF et de la CGT) et une ligne pro-américaine pour la mise en place d'un bloc « Indo-Pacifique » avec le Japon, l'Australie, la Corée du Sud et même l'Inde, de plus en plus sollicitée par les agences américaines.

Les États-Unis et leurs alliés concentrent donc toujours davantage de moyens militaires dans l'espace maritime de la zone « Indo-Pacifique », dans la perspective de fixer un front à l'expansionnisme chinois et ses alliés russes et iraniens notamment.

Au contact de ce « front », de la Baltique à l'Afghanistan en passant par l'Ukraine, le Caucase et le Proche-Orient, la superpuissance américaine et ses alliés allument des incendies ou entretiennent des braises.



Ainsi, si les États-Unis ont dû reculer en Ukraine récemment face à la Russie, celle-ci a dû néanmoins engager un énorme effort et doit le poursuivre pour se maintenir alors même que l'Ukraine reste instable et de plus en plus hostile.



De même en Afghanistan, les États-Unis ont dû reculer, mais si la Chine veut y développer son influence, elle devra le faire en jonglant avec la concurrence de l'Iran, de la Turquie et du Pakistan, voire de la Russie, le tout dans une hostilité croissante de l'Inde que les États-Unis entendent rallier et alors que le pays va probablement subir une vague migratoire prolongée que les Occidentaux entendent soutenir.

On a en fait dans ce contexte asiatique se déroulant entre le Proche-Orient et l'Extrême-Orient :

- deux puissances impérialistes en tant que telles, la Chine et la Russie, qui convergent dans leurs intérêts face à la superpuissance américaine ;
- des puissances expansionnistes, c'est-à-dire des pays semi-féodaux semi-coloniaux dont le capitalisme bureaucratique est particulièrement développé et cherchant à obtenir une hégémonie régionale : Israël, l'Iran, le Pakistan, la Turquie ;
- des pays satellites, pays semi-féodaux semi-coloniaux passant dans l'orbite de puissances expansionnistes ou bien directement de puissances impérialistes.

Ce qui se passe en Afghanistan peut ainsi être rapproché de la situation arménienne. L'Arménie, à l'opposé de l'Afghanistan, n'est pas composée de multiples peuples, mais d'un seul et dispose d'une unité culturelle historique particulièrement forte. Cependant, c'est un pays satellite lui aussi, qui vient se faire agresser par l'Azerbaïdjan, une puissance expansionniste, alors que tant l'Arménie que l'Azerbaïdjan sont sous la coup de l'impérialisme russe.

En quelque sorte, l'Afghanistan, c'est à la fois l'Arménie et l'Azerbaïdjan, avec une arriération féodale encore plus forte.

Rien donc de plus simple pour telle ou telle puissance de s'appuyer sur les préjugés de tel ou tel clan, telle ou telle minorité afin d'établir ou d'entretenir une pression sur le pays et au-delà, de déstabiliser un adversaire engagé dans le pays.



À court terme, la Chine n'a donc pas d'autre choix que de soutenir le régime des Talibans, en espérant en faire une sorte de nouvelle Corée du Nord... mais, en même temps, le régime a une base bien étroite, et cela peut devenir un piège.

L'Afghanistan est donc comme l'Arménie ou l'Ukraine une nouvelle poudrière entraînant encore plus l'impérialisme chinois et ses alliés vers une confrontation avec la superpuissance américaine et les siens, participant à dessiner des blocs, à redéployer les alliances et fixer les points d'affrontement de manière toujours plus nette.

Il appartient aux révolutionnaires en France de saisir ce cadre et sa dynamique et de tout mettre en œuvre pour contrer la perspective de la guerre en développant l'internationalisme prolétarien et en soutenant les forces nationales-démocratiques afghanes dans leur lutte contre les forces semi-féodales qui l'asservissent et les agressions impérialistes ou expansionnistes qui cherchent à l'entraîner dans leur camp et dans la perspective de la guerre. ■

Si le mode de production capitaliste a développé les forces productives, ce qui a été son rôle historiquement positif, il est passé désormais dans le camp de la destruction. Il démolit ce que l'évolution de la vie a mis un temps immense à développer, il déforme chaque chose afin de l'intégrer dans ses propres modalités.

Il démolit l'humanité, il démolit la vie animale, il démolit la vie végétale, il démolit la Biosphère. Il prône la fuite dans le virtuel, dans l'ego consommateur et futile, dans le cynisme et l'égoïsme, dans les abstractions sans plus aucun lien avec le réel. Il produit la décadence.

Le souci est en effet que, en même temps que son aspect négatif, c'est le mode de production capitaliste qui assure la reproduction de la vie de l'humanité et cette dernière est donc prisonnière de lui sur le plan des valeurs, des mentalités, de la vision du monde.

La bataille culturelle contre les valeurs portées par le mode de production capitaliste est pour cette raison essentielle.

Dans les métropoles impérialistes, là où triomphe le 24 heures sur 24 du capitalisme, il faut un esprit de rupture à la hauteur, une capacité à être conséquent jusqu'au bout dans l'affirmation du communisme.

Nous soulignons le poids croissant de la subjectivité dans les métropoles impérialistes et rappelons que la conscience révolutionnaire n'émerge jamais mécaniquement, mais comme fracture avec les valeurs dominantes.

**Déclaration du premier mai 2020
PCF(mlm), CMLMB**

De nouvelles pénuries apparaissent avec le variant Delta

Dans le numéro 13 de Crise, il avait été question longuement des pénuries en cours. Avec le variant Delta, de nouvelles pénuries émergent et continuent de miner en son cœur la restructuration capitaliste. Dans le cadre de la crise générale, l'anarchie de la production intrinsèque au mode de production capitaliste prend un tournant antagonique en s'exprimant par la pénurie.

La Grande-Bretagne, des crises dans la crise

La Grande-Bretagne a très vite été confrontée, au printemps 2021, à l'explosion des contaminations dues au variant Delta. Dans ce pays, c'est l'isolement des cas contacts qui provoque une pénurie en tout genre, avec l'obligation pour les cas contacts de s'isoler.

Chaque cas contact reçoit ainsi une notification sur l'application similaire à « Coronalert » en Belgique ou « Tous anti-Covid » en France ; comme le variant Delta est beaucoup plus contagieux, cela entraîne une série d'arrêts de travail.

De nombreux secteurs sont très impactés comme la santé, l'hôtellerie, les supermarchés, etc. Au total, il y aurait actuellement plus d'un million d'emplois vacants. Certaines entreprises distribuent même d'importantes primes pour attirer les travailleurs. C'est la « pingdemic ».

Mais il y a également l'expression de la contradiction intellectuel/manuel dans la métropole impérialiste : les travailleurs étrangers qui sont repartis chez eux avec la pandémie reviennent difficilement. C'est l'anarchie de la production avec une hausse de la demande liée à la reprise économique mondiale, mais ne pouvant la satisfaire le besoin en forces travail. Et avec le Brexit, cela ajoute aux difficultés.

Cela est bien visible avec la question des chauffeurs-livreurs, avec un besoin d'entre 70 à 100 000 travailleurs dans ce secteur en Grande-Bretagne. Avant la crise, il y avait déjà un problème de fond posé par le vieillissement de ces travailleurs et le manque de renouvellement. Les emplois laissés vacants étaient occupés principalement par des



travailleurs venus d'Europe de l'Est.

Avec la crise sanitaire et les restrictions, la main d'œuvre se trouve bloquée. De plus, le Brexit n'autorise dorénavant les visas de travail qu'aux travailleurs les plus qualifiés, ce qui exclut les chauffeurs.

En conséquence, le temps de travail légal a déjà été élevé de 9 à 10 h pour les salariés restant et la situation est telle qu'il est envisagé de réquisitionner le corps militaire « Royal Logistics Corps » pour effectuer les livraisons manquantes dans le cadre de l'opération « Rescript », c'est-à-dire l'intervention de l'armée depuis mars 2020 pour épauler le régime.

Mais cela n'empêche pas les 1250 restaurants britanniques de McDonald's de ne plus être en mesure de proposer de milkshakes en raison des pénuries.



L'industrie de la chaussure touchée par la première vague au Vietnam

En Asie sud-est, cœur de l'industrie textile, la crise frappe également. Confronté à sa réelle première vague, le Vietnam a confiné tout le sud du pays, paralysant les chaînes de production des chaussures de grandes marques comme Nike, Adidas, Puma, etc.

C'est le variant Delta qui a tout déstabilisé avec seulement 1 % de la population qui est vaccinée, pour environ 8 000 cas positifs officiellement par jour. Même dans les usines restées ouvertes, il n'y a que la moitié du personnel présent

Ce problème s'ajoute aux pénuries en aval et en amont : l'industrie textile est en mal de matières premières et les exportations vers les marchés européens et américains ont vu leur coût flamber avec la hausse du Fret maritime. L'Asie, incluant la Chine, concentre l'industrie de la chaussure, avec 9 paires sur 10 fabriquées là-bas. *World foot wear* constate en juillet 2021 que :

« L'avertissement intervient après que deux des fournisseurs de Nike au Vietnam, Chang Shin Vietnam Co. et Pou Chen Corp., aient récemment arrêté la production »

« La pandémie de COVID-19 a perturbé les chaînes de valeur internationales entraînant une réduction du pourcentage de la production exportée qui est passé de 62 % à 59 %. »

Cela a un impact tel que la marque italienne Geox vient de fermer au mois d'août une de ses usines en Serbie, bien qu'ouverte en 2015 seulement. Au départ tenté par la délocalisation en Asie du sud-est, l'entreprise vient finalement d'abandonner en vue de la hausse des coûts de transport.

Pénurie alimentaire

Le 1er avril 2020, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

(FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMS) ont publié un communiqué commun à propos du risque de pénurie alimentaire causé par la crise sanitaire du Covid-19.

Dans ce communiqué, on y lit que :

« Lorsqu'il est question de protéger la santé et le bien-être de leurs citoyens, les pays doivent s'assurer que toute mesure commerciale ne perturbe pas la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

De telles perturbations, y compris l'entrave à la circulation des travailleurs des secteurs agricole et agroalimentaire et les retards aux frontières pour les containers entraîneront une détérioration des denrées périssables et une augmentation du gaspillage alimentaire.

Les restrictions au commerce de produits alimentaires pourraient également être liées à des inquiétudes injustifiées concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

Si un tel scénario venait à se matérialiser, cela perturberait la chaîne d'approvisionnement alimentaire et aurait des conséquences particulièrement graves pour les populations les plus vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire. »

Cela était annoncé en avril 2020. En juillet 2021 apparaissent pourtant les premiers signes de pénurie. Rien que ce phénomène montre toute la caducité des thèses du « capitalisme organisé » : le mode de production capitaliste gère les choses à court-terme, il n'a aucune capacité d'organisation, de planification rationnelle des choses.

Dans cette pénurie, il y a en relief la question de la main d'œuvre agricole. On sait que dans les métropoles impérialistes, le travail difficile dans les champs est le plus souvent réalisé par une main d'œuvre étrangère.



Avec les confinements et les incertitudes sanitaires, ces travailleurs sont retournés dans leurs pays d'origine et les restrictions ne favorisent pas leur retour. C'est le cas des Latino-américains aux États-Unis, des Maghrébins en Espagne, des travailleurs de l'Est en Allemagne et en France, etc.

Les pays exportateurs craignent de manquer de denrées, et par calcul, retiennent leur production. En avril, la Russie déclarait ainsi vouloir limiter ces exportations de céréales à 7 millions entre avril et juin.

Enfin, à tout cela s'ajoute la question de la pénurie de containers dont il a été question dans le numéro de Crise, avec des retards de livraisons qui rendent périssables les aliments les plus fragiles. Le variant Delta n'arrange rien aux choses.

Comme une énième crise dans la crise, les événements climatiques extrêmes qui ont eu lieu cet été au Canada et en Europe contribuent encore un peu plus à la désorganisation productive. Au Canada, premier producteur de blé dur et contribuant à deux tiers de son commerce mondial, l'épisode de dôme de chaleur en juillet a altéré de nombreuses récoltes.

Avec des chaleurs atteignant en certains endroits les 50°C provoquant des méga-feux, le blé dur a été touché tant en quantité qu'en qualité. La sécheresse liée au « dôme de chaleur » a détruit une partie de la récolte. Mais, les fortes chaleurs favorisent aussi la dissémination d'un champignon, le piétin, qui s'attaque au épis de céréales et les rendent inutilisables pour la production de pâtes.

Un des autres pays grand producteur de blé dur est la France. Là, ce sont les pluies diluviennes de cet été qui ont impacté fortement la production. En général, en Europe, la production de blé dur a été insuffisante, avec 7,3 millions de tonnes pour un besoin de 9,3 millions de tonnes.

Mais il y a aussi le vin, avec le gel tardif du mois d'avril et l'avancée toujours plus grande du mois de récolte. En 50 ans, les vendanges ont été avancées d'un mois. Il y a également le cours du café a bondi de 40 à 60 % à cause de vagues de froids et d'intempéries au Brésil mais aussi à une hausse de la demande mondiale.

Tous ces événements climatiques sont provoqués par le réchauffement climatique et l'on voit combien le mode de production capitaliste se survit à lui-même dans un chaos général à tous les niveaux. Plus d'un an après le début de la crise sanitaire, tous les voyants restent au rouge et l'émergence de variants, notamment le Delta, concourent à l'instabilité générale.

L'industrie automobile n'en finit plus de subir la pénurie de semi-conducteurs

Dans les numéros 11 et 13 de Crise, il a longuement été question de la question des semi-conducteurs. Il y était rappelé que la pénurie de semi-conducteurs, cette base aux puces électroniques essentielles dans bon nombre de produits, allait s'étendre encore longtemps.

Là aussi le variant Delta est venu en remettre une couche. En France, les usines Stellantis (fusion PSA/Chrysler) de Rennes et celles de Toyota sont à l'arrêt, après des mois de production en discontinue. Toyota, leader de la production à flux-tendu est particulièrement heurtée par

la crise, le groupe annonçant une baisse de 40 % de sa production en septembre en raison des pénuries.



On doit noter ici la découverte d'un cluster dans une usine sous-traitante de semi-conducteurs en Malaisie détenue par le groupe allemand Infineon. Début août, l'usine a fermé pour 20 jours. Le groupe allemand Volkswagen est lui aussi impacté par la flambée des cas dans ce pays d'Asie.

Fin juin, la Malaisie comptait en moyenne un peu plus de 5 000 cas positifs sur 7 jours. A la mi-août, il y en avait plus de 20 000. Avec un peu plus de 31 millions d'habitants, le pays

enregistre à l'été 2021, plus de 9 400 décès, ce qui entraîne une instabilité politique.



La seconde crise générale nous permet de mieux comprendre comment l'anarchie de la production devient l'un des facteurs centraux dans le blocage relatif de la machinerie capitaliste confrontée à sa crise générale.

Marx et Engels avaient pleinement raison lorsqu'ils

écrivait dans le Manifeste :

« Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe.

Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui.

La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société. »

Pour assurer la civilisation, la société a besoin de se maîtriser elle-même, de se socialiser tant des les rapports sociaux que dans son rapport à la Nature, ce qui est le sens même du socialisme dans le cadre de la seconde crise générale.

Comme il l'avait été souligné dans le numéro 13 de Crise, l'anarchie de la production consubstantielle au mode de production capitaliste prend une forme antagonique en période de crise générale. Pour faire simple, c'est la pagaille et la panique un peu partout et cela provoque d'importantes distorsions dans la production mondiale, avec une hausse du paupérisme. L'inflation apparaît ici comme la grande menace pesant sur les masses populaires, comme solution bourgeoise pour maintenir le profit de manière relative.

Les pénuries sont ainsi l'un des marqueurs économiques de fond de la crise générale : les chaînes d'approvisionnement n'en finissent pas d'être déstabilisées et la hausse des prix rendent d'autant plus incertain la reprise au niveau d'avant-crise, avec en toile de fond le risque constant d'un Krach financier. ■

La seconde crise générale du capitalisme et les thèses de fondation du Parti-guérilla

Pour résumer la chose directement : les thèses de fondation du Parti-guérilla en Italie sont une véritable utopie. Elles ne correspondent à la réalité italienne au moment où elles ont été écrites.

Mais comme cette utopie a été rédigée en se fondant sur l'immense expérience italienne d'alors, en utilisant le matérialisme dialectique et en exigeant qu'on s'appuie sur les principes de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne chinoise, on trouve dans ces thèses une gigantesque inspiration.

C'est que les thèses disent : le capitalisme est désormais totalement bloqué, voici ce qu'il faut faire... Et dans la longue liste des différents aspects de la question, il y a une grande réflexion sur le fait que le Parti ne peut pas être que « politique », qu'il en va de former un contre-système touchant tous les aspects d'un prolétariat à recomposer car il a été dispersé.

Y est présentée la notion de programme, avec différents programmes nécessaires et leurs interactions ; il y est affirmé que l'être humain en tant qu'être social nouveau sort de la bataille révolutionnaire comme processus révolutionnaire en tant que transition au communisme.

Tout cela n'était, concrètement, qu'un rêve. Le « Parti Guérilla du Prolétariat Métropolitain » n'a dans les faits rien eu à voir avec ses thèses. Concrètement, il s'est contenté de penser que les non-ouvriers pouvaient porter la radicalité révolutionnaire et cela a été la fascination subjectiviste pour le « prolétaire extra-légal ».

Pour résumer et absolument sans caricaturer, le petit dealer de drogues travaillant pour la mafia était vu tel un ouvrier avec son patron. Ce que proposait donc le « Parti Guérilla » - que tout était tendanciellement permis comme recrutement et alliances, puisque le capitalisme était dans le mur - reflétait en fait une situation napolitaine.

Il existe un adage qui dit « Voir Naples et mourir », tellement la ville est belle : on peut mourir une fois qu'on l'a vue, l'essentiel ayant été fait. Mais Naples c'est surtout une ville qui est mélange du capitalisme moderne et du tiers-monde, avec une partie significative de la

population relevant d'activités illégales liées aux mafias, alors que les feux rouges ne sont pas respectés, que l'on se gare où l'on veut, etc.



Et c'est justement de Naples que part la fondation des Brigades Rouges – Parti-guérilla, connu ensuite sous le nom de Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain. C'est en fait une initiative de la colonne romaine des Brigades Rouges, qui a pris son autonomie complète en 1981 et a immédiatement eu l'appui du « Front des prisons » des Brigades Rouges.

L'expérience ne sera que de courte durée : l'organisation est démantelée en 1982, année où les Brigades Rouges, qui désormais s'appellent Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant, annoncent la « retraite stratégique ». En 1984, une minorité sortira des Brigades Rouges au nom d'une « seconde position » donnant naissance en 1985 à l'Union des Communistes Combattants qui existera jusqu'en 1987.

De manière schématique, on peut représenter ces trois positions comme suit :

- une ligne d'ultra-gauche : le Parti Guérilla du Prolétariat Métropolitain pense que le capitalisme n'est plus que destruction et qu'on peut mettre de côté les ouvriers pour désormais s'appuyer également sur les marginaux, car le contexte est celui d'une guerre sociale totale ;
- une ligne guérilla : le processus est de longue durée et se déroule de manière non linéaire, la guérilla doit en tant que Parti pour la construction du Parti s'inscrire dans la durée en frappant au cœur de l'État pour ouvrir des espaces ;
- une ligne « marxiste-léniniste » : les tenants de la seconde position veulent en revenir à une conception classique du Parti mais où la lutte armée est une méthode utile.

Cependant, et c'est là quelque chose à comprendre, les thèses de fondation du Parti Guérilla n'ont rien à voir avec le Parti Guérilla. C'est en cela que ces thèses apparaissent en fait comme une sorte d'immense réflexion-bilan programmatique – sur la base d'une immense expérience et de compréhension du capitalisme développé – au sujet de la crise générale du capitalisme (qui n'avait pas lieu à l'époque).

D'ailleurs, les tenants du Parti Guérilla n'ont par la suite plus rien assumé de ces thèses, les passant même littéralement aux oubliettes et ne cherchant même pas à les évaluer.

Voici un tableau schématique des positions italiennes, pour éventuellement cerner la question.

	Parti Guérilla du Prolétariat Métropolitain	BR-PCC	Seconde position
Origine	Colonne napolitaine et collectif des prisonniers (rédacteur de l'Abeille et le communiste)	Majorité des militants	Majorité des cadres
Type de Parti	Anti-Parti mouvementiste	Parti pour la construction du Parti	Parti de type marxiste-léniniste
Capitalisme	Capitalisme à bout de souffle menant une guerre au prolétariat pour forcer sa survie	Capitalisme avancé marqué par le corporatisme, impliquant une bataille de longue durée	Capitalisme « standard »
Rôle	multifonctionnel de recomposition de classe en attaquant pour directement organiser un contre-système de pouvoir toujours plus large	technique-militaire de recomposition de classe en ouvrant des espaces pour l'autonomie de classe	de propagande et d'agitation
Pratique	guérilla	guérilla	lutte armée
Rapport au maoïsme	totalemt favorable dans les thèses	favorable mais plus proche du guévarisme	style « marxiste-léniniste » pré-maoïste

Thèses de fondation du Parti-guérilla

Brigades Rouges – Parti de la Guérilla

Décembre 1981

« La question de savoir s'il revient à la pensée humaine la vérité objective n'est pas une question de la théorie, mais une question pratique.

Dans la pratique, l'être humain doit prouver la vérité, c'est-à-dire la réalité et le pouvoir, la présence de ce côté-ci de sa pensée.

Le débat sur la réalité ou la non-réalité d'une pensée, qui s'isole de la pratique, est une question entièrement scolastique. » (Marx [seconde thèse sur Feuerbach])

« La vérité d'une connaissance ou d'une théorie est déterminée non par une appréciation subjective, mais par les résultats objectifs de la pratique sociale.

[Le critère de la vérité ne peut être que la pratique sociale.]

Le point de vue de la pratique, c'est le point de vue premier, fondamental de la théorie matérialiste-dialectique de la connaissance. » (Mao [De la pratique])

Sommaire

De l'organisation au parti

**Le mouvement
crise – restructuration – guerre**

L'État impérialiste des multinationales

**La contre-révolution globale impérialiste
comme contre-révolution armée
pour le maintien forcé des rapports de production**

**Le processus et la conduite de la guerre de transition
pour le communisme**

Le prolétariat métropolitain

Le parti guérilla du prolétariat métropolitain

Le parti guérilla et la définition du programme

Le programme de transition au communisme

Crise, guerre, internationalisme

1. De l'organisation au parti

Après douze années de lutte armée, le rapport entre révolution et contre-révolution en Italie s'est redéfini et transformé, et un cycle dans l'histoire de l'Organisation communiste des Brigades rouges est définitivement fermé : le saut vers le parti posant, ici et maintenant, la solide et concrète base de la construction du Parti Communiste Combattant, instaure une rupture historique, profonde et irréversible avec le passé de l'Organisation Communiste Combattante.

La seule continuité historique possible pour les Brigades rouges est dans la rupture avec le passé, car la seule perspective stratégique est celle d'être un parti de guérilla du Prolétariat métropolitain.

« Le processus de construction politique, programmatique et de formation organisationnelle du Parti Combattant n'est pas une affaire linéaire, évolutive, confiée au temps, mais au contraire c'est un processus discontinu, dialectique, le produit conscient d'une avant-garde politico-militaire, qui dans le phénomène complexe de la guerre des classes affirme la validité de la perspective stratégique et du programme communiste qu'elle soutient et l'adéquation de l'outil organisationnel nécessaire pour les mener à bien. » [Seconde résolution de la direction stratégique des Brigades Rouges, 1974]

Lorsque l'avant-garde politico-militaire du prolétariat métropolitain construit le Parti Communiste Combattant dans la perspective stratégique de la transition vers le communisme, c'est la synthèse historique, au plus haut niveau politique, du long processus de construction révolutionnaire et, en même temps, l'a réalisation concrète de son dépassement en tant qu'organisation : l'avant-garde produit consciemment la fin d'un cycle politico-organisationnel par la rupture, car ce sont là les conditions objectives et subjectives du saut vers le parti.

Le saut vers le parti est l'aboutissement d'un processus complexe de redéfinition stratégique et organisationnelle et de lutte politique qui a commencé au lendemain de la campagne du printemps 1978 à son plus haut niveau de maturité et, par conséquent, est entrée en crise la conception politico-organisationnelle qui était à la base de l'Organisation des Brigades Rouges et de toutes les Organisations Communistes Combattantes plus généralement.

La crise qui s'est ouverte après [l'enlèvement et l'exécution du chef de la Démocratie-Chrétienne Aldo Moro] [en 1978] a été caractérisée par la nécessité d'un saut à la direction-organisation des masses sur le terrain de la lutte armée, et au sein de cet axe, depuis lors, la bataille politique s'est développée au sein de l'Organisation pour construire un système d'implantation partidaire.

La première étape de ce processus complexe est celle qui, à partir de la discussion autour des Organismes de Masses Révolutionnaires, en vient à définir une critique articulée du subjectivisme dans ses différentes variantes.

La deuxième étape est celle où, partant de la critique du subjectivisme, le débat commence à se focaliser sur la question des programmes et trouve un premier point d'arrivée dans la Résolution de la direction stratégique (Ds) [de 1980].

La Campagne D'Urso, traduisant la thèse politique de la Ds 80 dans la pratique de l'intervention dans une strate spécifique du prolétariat métropolitain, définit et articule la ligne de masse correcte de l'Organisation et fixe, de manière irréversible, la substance de l'action du parti dans le contexte transitionnel à la guerre civile en cours.

La troisième étape est celle où l'action du parti se traduit par la capacité de transférer le contenu stratégique de la campagne D'Urso aux différentes couches de classe du prolétariat métropolitain.

La campagne Printemps-Été 1981 constitue le moment le plus élevé de l'action du parti car :

- a)** elle affirme la capacité concrète de la direction de l'Organisation sur les différentes couches prolétariennes et donc sur l'ensemble du prolétariat métropolitain ;
- b)** elle donne vie aux contenus stratégiques de la dialectique destruction-construction qui contre-distingue la tendance à la guerre et jette les bases réelles d'un pas en avant décisif vers la construction du système du pouvoir rouge ;
- c)** elle fait ressortir et renforce, par la bataille politique au sein de l'organisation, la ligne révolutionnaire de construction du parti combattant par opposition à la ligne organisationnelle - bureaucratique, qui, ne saisissant pas les nœuds politiques caractérisant la conjoncture actuelle, est inadéquate - et finalement antagoniste - à la tâche historique du saut au parti.

La Campagne Printemps - Été de 1981 sanctionne la défaite politique de cette ligne dans l'Organisation et, en établissant les conditions subjectives du saut vers le parti, achève et conclut un cycle dans l'histoire de l'Organisation Communiste Combattante Brigades Rouges.

La ligne révolutionnaire de construction du parti, en construisant, ici et maintenant, le Parti Communiste Combattant, continue et approfondit, sous différentes formes, la bataille politique contre les fausses lignes au sein du Mouvement Révolutionnaire et du Prolétariat métropolitain, pour les vaincre définitivement dans leur cadre théorique et dans la pratique, et pour renforcer et attester au plus haut niveau quant à l'unité politique sur la perspective stratégique de la transition vers le communisme.

Mais le Parti Communiste Combattant, sous la forme historiquement donnée du Parti-guérilla du Prolétariat métropolitain, représente aussi la continuité historique dans l'Organisation Communiste Brigades Rouges, dont il réaffirme et développe les références théoriques et pratiques et les principes stratégiques qui ont été à la base depuis le début :

- la conception matérialiste de l'histoire et le matérialisme dialectique élaborés par Marx et Engels dans leur travail de synthèse de l'expérience historique du prolétariat naissant, développé par l'expérience historique révolutionnaire ultérieure : la Révolution russe, la Révolution chinoise, la Grande Révolution culturelle prolétarienne ; réaffirmée et redéfinie dans la métropole impérialiste par la théorie-

pratique marxiste-léniniste des Brigades rouges qui trouve son point de synthèse maximale dans « L'abeille et le communiste ».

- Le centralisme démocratique, comme méthode par laquelle le parti affronte et résout les contradictions en son sein.

Le centralisme démocratique est, en même temps, une philosophie, une politique, un modèle d'organisation.

Sur le plan philosophique, c'est une conception matérialiste-dialectique prolétarienne, qui trouve son fondement dans la théorie maoïste de la contradiction.

Sur le plan politique c'est la défense des intérêts du Prolétariat métropolitain en tant que classe émergente...

Défense qui est mise en œuvre à travers des lignes politiques spécifiques, c'est-à-dire un ensemble de processus dialectiques de transformation synthétisés par les mots d'ordre « des masses aux masses » et « vivre dans la contradiction ».

Sur le plan organisationnel, c'est un modèle qui nie de manière antagoniste les principes de l'organisation capitaliste du travail, de la grande usine, de l'État impérialiste des multinationales.

C'est un modèle qui est construit pour donner une voix à toutes les composantes du prolétariat métropolitain.

La seule manière correcte de résoudre la lutte entre les lignes politiques, qui est le reflet, au sein du parti, de la lutte des classes - une lutte qui existera tant que les classes existeront, opposant le Centralisme Bureaucratique au Centralisme Démocratique - est celle fondée sur les principes stratégiques « unité-critique-unité » et « lutte-critique-transformation ».

Seule l'application constante et inflexible de ces principes isole la mauvaise ligne, la défait et, par conséquent, la récupère, réunissant et plaçant tout le Parti sur la bonne ligne.

2. Le mouvement crise – restructuration - guerre

La loi fondamentale de l'accumulation capitaliste est la baisse tendancielle du taux de profit.

Cette tendance, pendant toute une phase historique, s'est affirmée

et développée au sein de la production et de la reproduction à une échelle élargie des cycles d'accumulation capitaliste.

Elle s'est donc concrétisée dans la production et la reproduction de crises cycliques du capital.

La dialectique qui animait ces crises était crise – restructuration - expansion des forces productives. Constamment le Mode de Production Capitaliste a actionné des contrepoids à la baisse du taux moyen de profit.

Une telle action de contrepoids pourrait avoir une efficacité pratique, quand le capital n'avait pas encore franchi toutes les étapes de son développement.

Et, en fait, tout cela a été possible dans le passage de la simple coopération à la fabrication jusqu'à la grande industrie.

La nature et le contenu des contrepoids déterminaient la nature et le contenu de la restructuration, visant à l'expansion des forces productives.

En étendant les forces productives au niveau maximum possible, sur la base de la production capitaliste, le Mode de Production Capitaliste affirmait la domination réelle du capital.

Dans le passage de la « subsomption formelle à la subsomption réelle » du travail dans le capital, la domination du capital devient exclusive et générale.

Sur la base de la domination réelle du capital, il n'est plus possible de déterminer un quelconque développement des forces productives sans briser l'enveloppe des rapports de production dominants.

La crise, de cyclique, est devenue structurelle. La baisse du taux de profit moyen, d'une tendance, devient une réalité pleinement opératoire.

La crise n'assume plus une tendance cyclique, mais devient la donnée qui caractérise en permanence l'accumulation, au point où elle se situe à l'horizon de la surproduction absolue de capital.

La dialectique qui vit désormais est nouvelle : crise - restructuration - destruction des forces productives.

La crise reste une nécessité interne de l'accumulation, mais, si auparavant cette nécessité visait l'expansion, maintenant elle vise la destruction des forces productives.

A son niveau de développement maximum, le Mode de Production Capitaliste s'est transformé d'un moyen pour

l'expansion des forces productives en un moyen pour
l'étranglement et la destruction des forces productives.

Ce travail d'étranglement-destruction s'identifie directement à la
conservation d'une production fondée sur la valeur d'échange,
alors qu'elle a atteint sa phase de déclin historique.

La dialectique crise – restructuration - destruction se révèle dans
son essence : le maintien forcé des rapports capitalistes de
production, de circulation et d'échange.

A ce stade, une contradiction antagoniste surgit entre les rapports
de production et les forces productives. Surgit, donc, une ère de «
révolution sociale ».

L'unique moyen de résoudre cette contradiction, de ramener ses
termes à l'unité sur une base nouvelle et supérieure, c'est la guerre
révolutionnaire.

Le contenu stratégique qui anime la guerre révolutionnaire est la
révolution sociale.

Dans la phase historique ainsi déterminée, la nature et le contenu
des contrepoids finalisent directement la restructuration jusqu'à la
destruction.

Il ne s'agit plus, simplement, de contrer la baisse tendancielle du
taux de profit moyen, mais d'imposer les raisons déclinantes d'un
profit déclinant.

L'activation des contrepoids agit désormais dans une nouvelle
dimension : celle de la matérialisation du rapport de guerre entre
les classes.

En ce sens, la défense du taux moyen de profit se conjugue
directement au rapport de guerre opérant entre les classes.

Les contrepoids ne vivent plus comme une contre-tendance pure
et simple mais comme une détermination de la tendance à la
guerre.

L'État, qui les soutenait auparavant pour soutenir l'accumulation,
les dirige et les manœuvre désormais directement, pour produire
et reproduire l'échelle fondée sur la valorisation.

Maintien forcé des rapports actuels de production, de circulation
et d'échange capitalistes et étranglement - destruction des forces
productives.

Ce sont les deux directives impératives caractérisant les
nécessités capitalistes dans la crise structurelle du Mode de
Production Capitaliste.

Il faut réaffirmer que lorsque nous disons « nécessité capitaliste », nous nous référons à l'ensemble des contradictions qui, dans la crise, saisissent le monopole multinational du capital multiproductif.

En effet, dans la phase de sa domination réelle, la dynamique et les mouvements du capital ont pour base de développement l'espace capitaliste dans son ensemble, d'où l'entière dimension planétaire, et les contradictions propres au Mode de Production Capitaliste affectent tout le système impérialiste multinational.

Dans la phase de crise générale de surproduction absolue de capital, le capital prédispose des mécanismes non plus pour surmonter de manière conjoncturelle les phases de crise cyclique, mais pour imposer les lois déclinantes du Mode de Production Capitaliste.

De tels mécanismes s'articulent intérieurement dans la guerre que la bourgeoisie impérialiste lance au niveau international contre le prolétariat international.

Dans la phase où est dominant sur toute la planète le Mode de Production Capitaliste, l'État Impérialiste des Multinationales organise et concentre la guerre contre le Prolétariat International.

La guerre inter-impérialiste elle-même n'est qu'une forme spécifique d'anéantissement du prolétariat international, alors qu'il tente de conquérir de nouvelles zones pour tel ou tel bloc.

La guerre inter-impérialiste prend la forme d'une guerre entre le bloc impérialiste et le bloc social-impérialiste.

Dans l'acquisition de nouvelles aires vit l'anéantissement du prolétariat de ces régions, dans le cadre de l'anéantissement général du prolétariat international.

La guerre contre le prolétariat métropolitain est le cœur et, en même temps, le niveau le plus élevé et le plus multidimensionnel de l'attaque de l'État impérialiste des multinationales contre le prolétariat international.

Sur cette base objective, il n'est plus possible de séparer la « guerre intérieure » de la « guerre extérieure ». La domination réelle du capital entraîne un rapport de guerre totale contre le prolétariat international.

Au sein de cette relation générale vivent des spécificités et des distinctions, non des séparations.

En ce sens, l'impérialisme est la guerre. En ce sens, la tendance aujourd'hui dominante est la guerre. Dominante dans le contenu

et dans le sens que nous avons esquissé.

La domination de la guerre, telle que nous en sommes venus à la définir, signifie que la tendance principale dans le monde est la révolution.

Ceci trouve son point maximum de synthèse et d'application dans la métropole impérialiste.

En même temps, cependant, il est projeté avec des formes et des contenus spécifiques dans tout l'espace impérialiste.

C'est en ce sens - et seulement en ce sens - que la révolution empêche la guerre impérialiste.

C'est la base matérielle d'un internationalisme prolétarien redéfini et plus organique.

3. L'État impérialiste des multinationales

Des connexions organiques ont toujours lié l'État au capital ; non seulement il est produit du capital, mais il est aussi producteur de capital. Aujourd'hui, cette interaction est redéfinie qualitativement, transformant les deux termes en interaction.

L'État est constitutivement présent au cœur des rapports de production et de reproduction. Son rôle, pour la production et la reproduction de tels rapports dans la crise structurelle, devient essentiel.

Il doit désormais assurer la pérennité des rapports capitalistes et du rapport d'exploitation sous-jacente.

L'État apparaît comme un « appareil privé » de la fraction dominante qui se sépare et se détache de la « société civile ».

Bien que « déduit » du capital, il maintient un aspect « extérieur » au capital, car dans et à travers son action passe la détermination et la re-détermination des rapports de production capitalistes, des rapports sociaux correspondants.

Se détachant de la « société civile », il y revient, l'imprègne et l'occupe dans tous ses pores ; s'étant séparé de la fraction dominante, il transforme les intérêts exclusifs de cette dernière en intérêt général.

L'État affirme ici sa souveraineté absolue sur l'accumulation et les relations entre les classes.

Dans la crise permanente de l'accumulation dans la phase de domination impérialiste, le mode de vie normal devient : destruction de la force productive, au moyen de la production et

la reproduction d'un rapport de guerre totale contre le prolétariat métropolitain.

Il n'y a pas de lieu de formation socio-économique qui échappe à l'intervention de l'État ; il n'y a pas de rapport et/ou de relation social qui ne soit imprégnée de son action coercitive.

Partout l'intervention de l'État détruit la force productive, afin de maintenir la domination forcée des rapports de production, de circulation et d'échange capitalistes.

C'est la « violence d'État » qui rend possible, en la garantissant, la survie de l'accumulation de la domination impérialiste.

L'État impérialiste et les rapports sociaux correspondants en coma profond, contrairement à l'émergence de relations virtuelles, infiniment plus riches et qualitativement supérieures, c'est l'État de la guerre.

Maintenant, il devient l'appareil privé de la fraction dominante de la bourgeoisie impérialiste et défend les intérêts du capital monopoliste multinational dans toutes les régions de la formation économique-sociale.

Il perd de plus en plus toute légitimité historique dans sa position d'architecte maximal, défenseur et garant du processus d'auto-valorisation capitaliste qui, aujourd'hui, ne se donne que comme étranglement et destruction des forces productives.

L'État impérialiste des multinationales est, aujourd'hui, un Etat pour guerre.

Dans la tendance, dans le développement de la guerre des classes, l'État, se réunissant autour d'un seul centre de gravitation, se transformera complètement en bande armée, comme l'a déjà identifié Lénine dans son analyse des formes de pouvoir d'État en situation prérévolutionnaire.

Seulement, aujourd'hui la situation pré-révolutionnaire s'étend sur le long terme, caractérisant toute une phase historique : la guerre des classes de longue durée.

Marx dit : « au-delà d'un certain point, le développement des forces productives devient un obstacle pour le capital, c'est-à-dire que le rapport capitaliste devient un obstacle pour le développement des forces productives du travail ».

Dans l'époque historique actuelle, ce point est atteint ; plus précisément, l'ère actuelle se caractérise par avoir atteint ce point : le capital se place en rapport au développement de la richesse sociale, entravant le développement des forces

productives.

Ayant atteint ce stade historico-social, un changement profond dans la formation économique-sociale capitaliste s'est déterminé, parce que le capital doit imposer des mécanismes déclinants de production et de reproduction de la plus-value en étranglant au lieu de développer les forces productives et la richesse sociale.

Un tel développement ne se donne plus à travers le perfectionnement des rapports de propriété, mais par leur dépassement, car il n'apparaît que comme la destruction des rapports de propriété dans toutes leurs formes possibles et nécessaires.

Le capital, alors, doit empêcher le dépassement et il ne peut le faire qu'en maintenant sa « domination exclusive et générale », la base sociale qui l'a alimenté étant en crise.

C'est précisément la conservation-imposition de la domination « exclusive et générale » du capital qui fixe les lignes et les contenus de la transformation de la formation économique-sociale capitaliste en un système impérialiste de multinationales, c'est-à-dire un système dans lequel le capital monopoliste international domine et donc la fraction de la bourgeoisie qui le représente : la bourgeoisie impérialiste.

Dans ce système toutes les régions sociales sont traversées simultanément par les mêmes impulsions, motivations, décisions et ordres stratégiques sous la domination de l'impérialisme des multinationales.

Toutes les régions y sont violemment assemblées. Tout en conservant leur relative autonomie, ils sont soumis impérieusement à une seule pressante exigence : le maintien forcé des rapports capitalistes de production, de circulation et d'échange.

Pour atteindre cet objectif nécessaire – et nécessité – au sein de l'État impérialiste des multinationales, il y a une tendance accélérée vers l'intégration totale entre toutes les fonctions, structures et organismes de pouvoir.

4. La contre-révolution impérialiste mondiale comme contre-révolution armée pour le maintien forcé des rapports de production

Plus est pressante l'impérieuse exigence de maintenir par la force la domination des rapports sociaux capitalistes, plus devient strict

le processus de centralisation et d'exécution et d'intégration des décisions stratégiques, dont le champ de détermination se rétrécit de plus en plus, au point de s'identifier tout court à l'Exécutif.

La centralisation des décisions stratégiques exclusivement entre les mains de l'Exécutif leur permet d'avoir une portée étendue qui ne connaît pas de limites.

Non seulement elles sont remplies, de manière intégrée, de contenus politiques, économiques, militaires, juridiques, etc. mais elles sont transmises, appliquées, mises en œuvre, avec une égale intensité et charge contre-révolutionnaire, dans toutes les régions de la formation économique sociale transformée.

Tout cela, ensemble, rend explicite l'étatisation réussie de la formation socio-économique capitaliste.

C'est une étatisation forcée, au sens où les raisons de la conservation forcée de la domination impérialiste imprègnent et façonnent toutes les régions sociales.

À une telle étatisation correspond à l'exécutivisation de la « société civile ». Ici, il est utile de répéter que celle-ci, pour Marx, est la société bourgeoise.

Elle englobe donc à la fois les rapports de pouvoir entre classes et les rapports sociaux qui, remontant à la base économique, circulent dans toutes les régions de la formation économico-sociale capitaliste.

L'exécutivisation de la société bourgeoise signifie que les décisions stratégiques imputées à l'exécutif ont une sphère d'impact totale et totalisante.

En l'exécutant, le pouvoir de l'État impérialiste des multinationales est totalisé, tentant de se reproduire indéfiniment, façonnant et refaçonnant toute la société selon ses besoins impératifs de survie.

Le moment politique « envahit » le moment économique ; le moment militaire « envahit » le moment politique ; le moment juridique « envahit » le moment idéologique, etc. ; tous ensemble envahissent la spécificité de chacun, la déterminant depuis le début.

La contre-révolution s'arme, armant toutes les fonctions individuelles et les structures de pouvoir de l'État impérialiste des multinationales.

Les modifications internes de la formation économico-sociale capitaliste remontent jusqu'aux formes du pouvoir d'État, qui sont

profondément modifiées.

À la crise des rapports de production correspond la crise de l'État dans le « capitalisme mûr » : l'une accentue l'autre, déterminant et précipitant la crise générale du système impérialiste.

En crise et soumis à la redéfinition sont les fonctions « classiques » de l'État : à la fois celle du « capitaliste collectif idéal » et celle du « vrai capitaliste ».

D'une part, ce que l'État impose « collectivement », c'est l'intérêt général « corporatif » de la bourgeoisie impérialiste.

D'autre part - et en contradiction puissante avec cela - c'est l'instrument essentiel et le porteur privilégié de l'intérêt « corporatif » partiel d'une fraction bien circonscrite de la bourgeoisie impérialiste : la bourgeoisie d'État.

Au niveau de l'État pour la guerre, des contradictions nouvelles et plus déchirantes sont introduites dans la forme de l'État ; des contradictions inter-impérialistes nouvelles et plus aiguës s'installent.

Une « lutte en coulisses » plus grande et plus féroce, de massacre mutuel, s'ouvre : la lutte entre factions et au sein d'une même coterie.

Le rôle de l'État « en tant que médiateur des conflits sociaux » qui tente de concilier « des contradictions de classe irréconciliables » est définitivement et irréversiblement en crise.

De toutes ses faces, défendant les intérêts « corporatifs », il attaque la « réalité extérieure », constituée par la formation économico-sociale, et le prolétariat métropolitain, sans réserve ni médiation, dépassant toute possibilité, désormais impossible, de réconciliation-action entre les classes.

Les structures du pouvoir et les organismes de l'État impérialiste constituent tous ensemble la « structure intégrée » de la contre-révolution mondiale armée qui est l'émanation de la contre-révolution impérialiste mondiale, constituant l'aspect spécifique à ce stade.

L'obstacle au développement des forces productives ne peut être stratégiquement mis en œuvre que par cet organisme intégré.

Cela ne signifie pas qu'il constitue une structure organisationnelle avec sa propre consistance limitée. Il traduit plutôt le niveau d'assemblage et d'interaction entre les diverses structures et organismes de pouvoir, en relation avec l'intervention de l'État

impérialiste dans des zones et des conjonctions économiques uniques, dans des régions sociales déterminées et contre des couches de classe spécifiques et différentes.

Cette structure intégrée élabore et traduit en pratique, au plus haut niveau de décision, la stratégie différenciée pour la réalisation d'un seul objectif stratégique : l'anéantissement du prolétariat.

En ce sens, il concentre le feu contre le prolétariat métropolitain, en le différenciant.

En substance, il concentre la guerre contre le prolétariat métropolitain, en le différenciant selon les différentes couches de classe, et il est ainsi différencié.

La différenciation est l'anéantissement en acte : le devenir de l'anéantissement.

Au fur et à mesure que l'anéantissement progresse, la stratégie différenciée tend de plus en plus à devenir directement la stratégie d'anéantissement.

Les centres de gravitation du pouvoir de l'ennemi de classe tendent de plus en plus à se recomposer autour d'un même centre, étant donné que les fronts différenciés de la guerre tendent à se réduire à un unique front.

Dans la force réelle de cette dialectique nouvelle et complexe changent substantiellement les propriétés, les formes qualitatives, les lois du mouvement et les relations réciproques de toutes les structures et organismes de pouvoir de l'État impérialiste, parce qu'elles deviennent les pôles de l'intégration contre-révolutionnaire armée.

Conjoncture après conjoncture et au cours de la même conjoncture, la face du pôle dominant change.

Tous les pôles contribuent dans une mesure égale à l'élaboration de la stratégie contre-révolutionnaire ; un pôle ou quelques pôles mettent en œuvre cette stratégie, conjoncture après conjoncture, de manière décisive.

Ceux-ci constituent le ou les pôles dominants dans la conjoncture de la structure intégrée de la contre-révolution mondiale armée.

Avant de coopérer entre eux, les différents pôles associent chacun le complexe des fonctions extrinsèques dans leur domaine d'intervention spécifique, constituant chacun un bloc homogène.

Toutes les structures de pouvoir et les organismes de l'État impérialiste opérant dans l'économie s'associent sur une base

nouvelle et à un niveau d'interaction plus élevé, constituant le pôle économique de la structure intégrée de la contre-révolution armée mondiale.

De manière analogue, le pôle militaire, le pôle juridique, etc. s'associent et se mettent en place.

Tous les pôles, se séparant et s'intégrant les uns aux autres, agissent de manière différenciée dans les différents niveaux de la structure intégrée de la contre-révolution armée mondiale.

Tous les pôles sont intégrés à tous les niveaux, mais distincts : un pôle est toujours un avec les autres et, de même, toujours distinct des autres.

C'est en vertu de cette unité-distinction que l'État impérialiste généralise la guerre, l'enracinant dans sa totalité dans tous les replis diffus du tissu social, non pas simplement pour les rendre amorphes, mais pour les plier et les subordonner, au moyen d'une guerre illimitée aux exigences du maintien forcé des rapports de production.

La rationalité despotique de la plus-value devient l'enveloppe de la guerre dont l'État impérialiste des multinationales entoure, étouffe et écrase l'entière société.

5. Le processus et la conduite de la guerre de transition pour le communisme.

1) Le parti de guérilla que le prolétariat métropolitain entend construire n'est pas exclusivement le Parti Combattant.

Ce n'est pas un simple Parti Politique car, dans cette époque historique, le centre de gravité de l'affrontement entre les classes n'est plus placé sur le terrain politique mais sur le terrain social.

Ce n'est pas un parti exclusivement comme combattant, car la guerre de classe révolutionnaire ne signifie pas, ni exclusivement ni majoritairement, un combat militaire.

Le militaire n'est qu'une détermination de la guerre métropolitaine, dans laquelle le prolétariat et la bourgeoisie se déploient, s'opposent, s'affrontent irréductiblement en ennemis : en termes d'inimitié absolue.

La guerre n'est pas un acte final ou extraordinaire de contre-position de classe, mais elle est déjà aujourd'hui intériorisée en permanence dans toutes les régions de la formation économique-sociale, dans tout le spectre des rapports entre les classes, dans l'univers des rapports sociaux.

En ce sens, la guerre est caractérisée comme guerre totale permanente, une révolution sociale radicale et prend à cette époque historique la forme spécifique de la Guerre de Classe pour la Transition au Communisme.

La Guerre de Classe pour la Transition au Communisme, c'est-à-dire la dialectique entre la bourgeoisie impérialiste et le prolétariat métropolitain, entre révolution et contre-révolution, détermine, domine, conjoncture après conjoncture, les formes historiquement possibles et nécessaires des organismes pour la conduite de la guerre, les déterminations du Système du Pouvoir Rouge.

Il détermine la forme de combat dans chaque région de la formation économico-sociale sur les plans politique, militaire, économique, idéologique.

En ce sens, il est possible aujourd'hui de renverser l'hypothèse classique qui conçoit « la guerre comme une continuation de la politique par des moyens violents », car la position dans la contradiction politique-guerre est inversée par rapport au niveau actuel de développement de la Formation Économico-Sociale et que la politique subit également des transformations qualitatives.

Comme tous les concepts, la « politique » et la « guerre » sont socialement déterminées.

Or c'est la politique qui, en devenant un « aspect secondaire », opère de manière subalterne des lois générales imposées par la guerre.

Mais surtout, depuis que le caractère d'antagonisme absolu s'est étendu à tous les rapports sociaux, même les formes d'action subissent une métamorphose radicale.

La politique révolutionnaire devient une simple dimension - celle destructrice - de la guerre entre les classes qui, dans le contexte métropolitain, s'étend, se servant de tous les moyens, à tous les rapports sociaux.

Avec la destruction historique des rapports de production dominants, du système de pouvoir correspondant et de la division consécutive des hommes en classes opposées, se prépare et se construit la société communiste, l'abolition des classes et donc l'abolition des guerres.

Le principe maoïste de « faire la guerre pour empêcher la guerre » trouve une confirmation de plus en plus large.

2) « Les lois de la guerre sont un problème que doit étudier et

résoudre quiconque dirige une guerre.

Les lois de la guerre révolutionnaire sont un problème que doit étudier et résoudre quiconque dirige une guerre révolutionnaire. »

[Mao Zedong, premières lignes de la section 1 – Les lois de la guerre sont évolutives – du premier chapitre – Comment étudier la guerre – de *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine*]

La révolution, c'est une guerre à la « solution finale », en ce qu'elle se pose comme le renversement historique et la destruction de l'ennemi de classe, par l'abolition violente des rapports de production.

Le système de guerre révolutionnaire est donc défini comme une « sphère complète et fermée », au sein de laquelle la révolution opère avec ses théories et ses modèles et ne permet pas de sortir de cette sphère.

« L'universel vit dans le particulier, ou la contradiction universelle vit dans la contradiction particulière.

Mais si l'on n'étudie pas cela [ce qu'il y a de spécifique dans les contradictions], il est impossible de déterminer cette essence spécifique qui distingue une chose des autres, impossible de découvrir les causes spécifiques ou les bases spécifiques du mouvement, du développement des choses [et des phénomènes, impossible par conséquent] de distinguer les choses. »

[Mao Zedong, De la contradiction]

3) Le but de la guerre est : d'exercer le pouvoir politico-militaire pour exercer le pouvoir social.

C'est donc le pouvoir social qui domine le scénario de guerre.

Dans la guerre révolutionnaire, qui vit et doit vivre dans la métropole impérialiste, la Guerre de Classe pour la Transition au Communisme s'approprie tout savoir révolutionnaire et le transforme en pouvoir social en acte.

Elle est l'activité dans pouvoir révolutionnaire qui, en détruisant le pouvoir ennemi, construit la Transition au Communisme.

Après avoir longuement scruté les horizons de la lutte des classes, la politique révolutionnaire en tant qu'activité conforme à la finalité - activité tendant dans tous les moments à la révolution - se trouve dans les conditions et dans les possibilités de créer de nouveaux horizons.

Le véritable objet de la politique révolutionnaire est maintenant la guerre des classes pour la Transition au Communisme.

Il n'y a plus de politique séparée, fonctionnellement, de la guerre.
Il n'y a plus de guerre séparée, fonctionnellement, de la politique.

Maintenant, la politique et la guerre agissent, réagissent, interagissent et coopèrent au sein de nouvelles formes d'existence, dominées par la guerre.

La domination de la guerre n'a rien à voir avec la domination du militaire. Le militaire n'est en fait qu'une forme spécifique de politique et c'est la forme transitoire d'un rapport social spécifique.

La guerre des classes dans la métropole comprend l'aspect militaire comme l'un de ses aspects, mais elle ne peut s'y réduire.

Cette réduction est typique du militarisme. Les armes comme les techniques de combat sont des outils d'action révolutionnaire, des outils parmi d'autres. Mais le fondement de cette action, il faut qu'il soit toujours clair, c'est le contenu social de la transformation qu'elle poursuit.

Le Parti-Guérilla est plutôt un parti de la révolution sociale, de la révolution culturelle, de la transition au communisme.

Dans la métropole impérialiste la révolution prolétarienne est nécessairement une révolution sociale : prolétarienne dans le contenu des projections scientifiques de nouveaux rapports sociaux qui brisent le monopole bourgeois dans leur programmation actuelle, ainsi que dans les formes de pouvoir de son devenir.

Autrement dit, il parcourt tous les rapports sociaux et ne se contente pas d'en privilégier un, que ce soit l'économique ou le politico-militaire.

De telles réductions, qui survivent toutefois comme des hypothèques du passé sur le présent, doivent être vigoureusement liquidées.

Les rapports de force entre les classes ne peuvent être bouleversés en se déplaçant uniquement sur le terrain du politique, sur le plan de l'affrontement militaire et encore moins sur celui de l'économie.

Le prolétariat métropolitain doit apprendre à se mouvoir simultanément et de manière différenciée sur tous les terrains, à l'intérieur de tous les rapports sociaux.

Et ce n'est que pour détruire le système de pouvoir politique de la bourgeoisie, en premier lieu son État, que le prolétariat métropolitain doit à son tour accomplir des actes politiques.

L'acte politique par excellence est en effet le renversement du pouvoir existant et la dissolution des anciens rapports sociaux.

Mais cet acte n'est pas l'arme ni même le but de la révolution prolétarienne : c'est au contraire sa « doublure intérieure ». Nous affirmons que le pouvoir prolétarien n'est politique que dans sa forme extérieure, alors qu'il est social dans son contenu.

Politique car il détruit l'État.

Social en ce sens qu'il construit collectivement de nouveaux rapports sociaux et une nouvelle société sans classes.

4) Il n'y a plus un art de la guerre, mais l'art de la guerre sociale ; il n'y a plus de plan de guerre, mais le plan social de guerre ; il n'y a plus de séparation fonctionnelle entre « calcul stratégique » et « calcul tactique », mais les deux coexistent unis et distincts à chaque étape de l'évolution de la guerre des classes pour le communisme.

L'art de la guerre sociale matérialise le Programme de Transition au Communisme, autour duquel il s'articule de manière stricte.

En ce sens, c'est le point de direction général de la guerre révolutionnaire. C'est l'art du renversement final de l'ennemi et l'art de la construction de la transition communiste.

Le plan social de la guerre organise, dans la conjoncture et dans la variation des conjonctures, le renversement final dans les formes conjoncturelles historiquement possibles et nécessaires.

De plus : le plan social de la guerre combine stratégiquement et tactiquement l'attitude finale de l'ennemi, d'une part ; d'autre part, il conjugue dans les formes possibles le développement de la construction de la transition communiste entravé par la domination réelle du capital.

Faire le premier pas signifie, en un certain sens, commencer à faire le dernier.

5) Le plan social de la guerre, à côté de la conduite de la guerre, se rapproche de la forme absolue de la guerre.

Il se divise en actions principales, qui attaquent le pôle principal des centres de gravitation dominants du pouvoir de l'ennemi de classe.

Partant de ces hypothèses, il concentre autant que possible

l'attaque en autant d'actions principales qu'il y a de pôles dominants des principaux centres de gravitation.

Par conséquent, il ne se limite pas à attaquer le cœur de l'État, mais commence à le détruire dans ses ganglions vitaux.

6) Tout cela n'est toujours pas suffisant. Au sein de la pratique sociale informée par la dialectique désarticulation-destruction de la construction, se conjuguent tous les éléments qui caractérisent l'action du Parti-Guérilla comme action multidimensionnelle.

Le Parti-Guérilla agit tout au long de l'arc des rapports sociaux. Tout en concentrant le foyer de sa pratique, de manière conjoncturelle, sur le pôle principal des centres de gravitation de la puissance ennemie, il se déplace simultanément et de manière différenciée sur tous les terrains, à l'intérieur de tous les rapports sociaux.

Tout en ayant de manière très claire « l'objectif principal », il ne néglige pas les « objectifs secondaires ». Ils sont nécessairement complémentaires « à l'objectif principal ». Ils vivent autour et à l'intérieur de celui-ci et, par essence, le constituent.

C'est dans cette dialectique que s'établissent la durée et le rythme de la campagne.

Rythme qui se développe sur une période de temps prolongée : le temps nécessaire pour atteindre l'objectif principal sur lequel repose la campagne.

Dans le fondement de la campagne réside le principe stratégique : « agir le plus vite possible », au sens de savoir identifier et frapper l'un des centres de gravitation du projet impérialiste dans la juste dialectique de désarticulation-destruction-construction.

De plus : c'est également dans le devenir de la campagne que vit le principe stratégique « agir le plus vite possible », au sens de savoir saisir et approfondir, à travers des objectifs diversifiés, la contradiction dans chacune des sphères des rapports sociaux, en faisant vivre la juste dialectique désarticulation – destruction - construction à chaque fois au plus haut point.

En ce sens, la Campagne, plus qu'aux vagues concentriques d'une pierre jetée à l'eau, ressemble aux mille vagues qui se croisent, se heurtent, se renforcent, de nombreuses pierres jetées à l'eau.

Agir le plus rapidement possible, c'est combler de façon accélérée la distance qui sépare le premier du dernier pas de la guerre, c'est donc la rapprocher de sa forme absolue, de la révolution absolue, aujourd'hui historiquement possible comme une révolution qui

investit et transforme tout l'éventail des rapports sociaux, absolu parce qu'il clôt définitivement les comptes d'une entière époque historique.

Le point de vue stratégique est la guerre de classe de longue durée pour le communisme.

La perspective immédiate qui doit traduire immédiatement et dans les formes historiquement déterminées le point de vue stratégique, ce sont les campagnes de décision rapide. Tant au moment de leur fondation qu'au cours de leur développement.

Concentration-accélération signifie pour une partie du prolétariat métropolitain être le pouvoir.

Exister en tant que pouvoir signifie faire vivre le pouvoir rouge, le légitimer et le légaliser.

Légaliser et légitimer le pouvoir rouge, c'est « rendre superflu » toute forme de pouvoir, l'éteindre. La seule forme de légalité historiquement justifiée est la légalité révolutionnaire, puisqu'elle est l'abolition de la légalité.

7) Dans la métropole impérialiste, la préservation de ses propres forces et l'anéantissement de celles de l'ennemi ne renvoient pas à deux phases distinctes de la guerre : d'abord la défense stratégique, ensuite la contre-offensive stratégique.

Conserver pour anéantir et anéantir pour conserver caractérise, du début à la fin, la conduite de la guerre dans la métropole impérialiste.

Dans un contexte historique où, comme le dit Mao, « les forces de la réaction sont puissantes et les forces de révolution grandissent progressivement », la guérilla est toujours dans une position de défense stratégique.

Elle vit en condition d'encerclement stratégique dans le rapport de force générale.

La contre-offensive stratégique signifie produire, dans un rapport de force général défavorable, un rapport de forces particulièrement favorable. Cela signifie briser l'encerclement, encercler les encercleurs. Encore et encore.

La guerre révolutionnaire métropolitaine se caractérise, d'une part, par « l'absence d'une ligne stable de front ». L'instabilité des lignes entraîne une mobilité élevée des forces combattantes. En ce sens, la guerre révolutionnaire est une guerre de manœuvre.

D'autre part, elle conquiert immédiatement des rapports de

pouvoir plus favorables : c'est-à-dire qu'eme conquiert et occupe des positions de pouvoir de plus en plus stables.

En ce sens, la guerre révolutionnaire est aussi une guerre de position.

L'attaque de position compte ici comme une imposition de pouvoir.

La manœuvre rend le champ de bataille illimité ; la position confère au champ de bataille un caractère de stabilité illimitée.

En d'autres termes, les lignes de front tendent à la stabilité et les directions opérationnelles se stabilisent : tous les facteurs d'instabilité sont progressivement éliminés et régularisés. Tout cela contribue à l'ouverture d'une nouvelle phase plus délicate : la guerre civile qui se déroule pour le communisme.

Sur cette base se font les connexions qui, dans la métropole impérialiste, s'articulent avec les lignes de guerre.

Le centre de la guerre - la métropole impérialiste - n'est pas seulement le territoire de l'État impérialiste en guerre, mais aussi du Prolétariat Métropolitain en Armes.

C'est une forteresse pour les deux.

Avec une différence substantielle : alors que l'État impérialiste en guerre veut garder le Prolétariat Métropolitain enchaîné à la place forte, pour l'y maintenir, le Prolétariat Métropolitain en armes veut détruire l'État impérialiste et, par conséquent, faire sauter la place forte.

Les lignes de guerre sont internes-externes pour les deux, à la fois se déplaçant et se faisant face sur le même territoire. Les lignes internes et externes se prolongent et s'interpénètrent.

Les opérations par lignes internes et les opérations par lignes externes ont lieu en même temps et dans le même espace : entre elles il y a co-temporalité spatio-temporelle, et pourtant distinction dialectique.

Le Prolétariat Métropolitain en armes est à l'intérieur de la place forte. Il est invisible pour l'État impérialiste en guerre et visible pour les masses : l'un est le résultat de l'autre. Néanmoins, il se révèle aux yeux de l'État impérialiste en guerre en s'extériorisant comme pouvoir.

Il s'extériorise pour attaquer et détruire l'État impérialiste en guerre.

Détruire la place forte signifie sortir de la place forte, signifie la

transition au communisme.

Atteint ce pic, le niveau maximum d'invisibilité coïncide avec le niveau maximum d'extériorisation et devient immédiatement et définitivement visible. Le système de pouvoir rouge devient visible parce qu'il organise le passage au communisme dans la guerre des classes.

L'avenir de la guerre de classe - le communisme - vit déjà dans le présent de la guerre des classes.

L'avenir de l'État, c'est qu'il n'y aura plus d'État. L'avenir de la guerre des classes est qu'il n'y aura plus de guerre.

8) Dans les campagnes de décision rapide, le passage rapide est : de l'invisibilité à l'extériorisation.

Les campagnes de décision rapide constituent « l'extériorisation de l'invisibilité » du pouvoir rouge.

En extériorisant - c'est-à-dire en imposant - le pouvoir, elles assurent la victoire à la fois sur le terrain stratégique et dans la succession des batailles. À travers de telles campagnes, le Prolétariat Métropolitain en armes est à l'attaque dans toutes les conjonctures et dans les variations des conjonctures.

Il y a plus. Elles font vivre le déploiement des combattants en fonction de l'élargissement du théâtre de guerre, prolongeant à la fois les effets directs de la guerre, par le renversement en acte de l'ennemi, et les effets indirects, par la dissuasion.

Les campagnes de décision rapide se déroulent en batailles partielles, tournant autour du même centre de gravité. L'unité des batailles est l'unité entre les actions principales et les actions secondaires.

Entre actions principales et actions secondaires s'établit une interconnexion nécessaire en mouvement perpétuel, dans la mesure où, au cours de la conjoncture et dans le changement des conjonctures, le pôle principal des centres de gravitation du pouvoir de classe ennemi se transforme en un secondaire, et vice versa.

En fait, les premières attaquent le pôle principal, les secondes, les pôles secondaires dans leur devenir principal.

Le dédoublement nécessaire actions principales - actions secondaires permet, dans le déroulement de la guerre de transition au communisme, de détruire les principaux pôles du pouvoir de l'ennemi de classe dans leur changement de visage : dans leur visage d'aujourd'hui et de demain.

Dans le devenir de la guerre de classe de longue durée pour le communisme s'élargit l'unité dialectique au sein des campagnes de décision rapide : le principe d'extériorisation s'affirme toujours à plus grande échelle.

Des campagnes de décision rapide articulées pour des batailles partielles, on passe à des campagnes articulées comme de grandes batailles.

Par la réalisation du principe d'extériorisation, les tensions et l'ampleur des conséquences intrinsèques de la guerre tendent donc de plus en plus à l'extrême. La réalisation des campagnes comme de grandes batailles marque le passage à la guerre civile déployée pour le communisme.

9) Engels déclare : « L'armée est l'organisation qui représente le mieux l'État du futur ».

Nous voyons de la qualité dans la métropole impérialiste. L'Armée rouge se présente comme un organe de l'exercice à plus grande échelle de la dictature du prolétariat pour le communisme.

Elle représente, mieux que tout autre organisme, les intérêts de classe et la sphère d'action de l'État dictatorial du prolétariat.

À travers l'armée rouge la possibilité – nécessité d'imposer – exercer le pouvoir devient la capacité de l'armée du pouvoir révolutionnaire, opérativité multidimensionnelle du pouvoir révolutionnaire.

L'Armée rouge est donc l'organisme par excellence de la guerre révolutionnaire. En ce sens, c'est l'organe le mieux adapté à la solution finale.

Par conséquent, comme l'a dit Engels, c'est l'organisation qui représente le mieux l'État du futur : l'État qui, en renversant l'État impérialiste dans la guerre, s'abolit.

En tant que tel, c'est un moyen inéluctable de construire la dictature du prolétariat pour le communisme, car il élimine la dictature du prolétariat.

Un système de pouvoir rouge qui, dès le départ, ne se donne pas cet organe, qui ne constitue pas sous les formes possibles et nécessaires cet organisme spécifique qui ne peut être éliminé, ne peut se construire.

L'Armée rouge est aussi le but inéliminable auquel la construction du système de pouvoir révolutionnaire doit tendre dès le début.

Le système du pouvoir révolutionnaire en formation renvoie, du

début jusqu'à la fin, à la formation de l'armée rouge.

Dans le rapport entre le système de pouvoir révolutionnaire, ou la dictature du prolétariat en construction, et son organe suprême, ou l'armée rouge, la dialectique politique révolutionnaire-guerre connaît son point culminant : le pouvoir révolutionnaire crée son organe, l'organe du pouvoir développe la révolution révolutionnaire pour abattre toutes les formes de pouvoir.

10) Dans la métropole impérialiste, l'Armée rouge est autant l'organisme par excellence pour la dissolution du pouvoir bourgeois que pour la dissolution de toute forme de pouvoir possible.

Le Prolétariat Métropolitain armé y est recomposé en classe : l'Armée rouge est l'organe suprême de la recomposition prolétarienne.

En elle vit la recomposition de toutes les pratiques sociales.

En elle vit l'individu social prolétarien qui, transformant l'ensemble de la société, se transforme lui-même et, par conséquent, ses organes de savoir-pouvoir.

L'Armée rouge est l'ultime scorie de l'ancienne société, mais aussi le premier organe qui constitue la nouvelle.

Le savoir prolétarien, reconnectant les projectualités sociales du programme, est directement lié au pouvoir ; l'exercice du pouvoir va de pair avec les mille connaissances du passage au communisme.

L'unité du savoir et du pouvoir est l'unité de la planification sociale et de la transformation sociale.

L'Armée rouge est l'organe le mieux adapté à ce travail de projection-transformation, tant par sa qualité de totalité organique que par ses articulations réelles.

L'Armée rouge est l'organe de la révolution sociale.

C'est le prolétaire que nous avons armé de mille savoirs et de mille pouvoirs, organisés et recomposés en une totalité sociale irréductible à la domination impérialiste.

Ce n'est pas une « [organisation] armée », mais un savant armé. Ce n'est pas le pouvoir des armes, mais l'arme qui, sachant, peut et, si elle est capable, sait.

Marx dit : « La révolution seulement politique laisse debout les piliers de la maison ». En tant qu'organe suprême de la révolution sociale, l'Armée rouge fait s'effondrer les piliers de la maison,

parce qu'elle prend « le point de vue d'ensemble ».

L'avancée de l'Armée rouge sur les fronts illimités de la guerre des classes pour le communisme est l'avancée de l'émancipation politique vers l'émancipation sociale.

6. Le prolétariat métropolitain

Le prolétariat métropolitain est le résultat de trois mouvements interactifs produits par la crise :

- a)** la production - restructuration qui est une nouvelle localisation de la base productive qui conduit à l'effondrement continu de la classe ouvrière, c'est-à-dire à la contraction de ses chiffres productifs et à la croissance des marginaux et/ou salariés ;
- b)** la haute mobilité-circulation de chaque prolétaire parmi les différentes figures qui devient une donnée caractérisante et généralisée de la condition prolétarienne ;
- c)** la crise d'influence de l'idéologie bourgeoise et révisionniste, et en particulier de certains mythes tels que la capacité du capital à assurer un processus graduel et sûr, l'éthique du travail, etc. L'affirmation d'une conscience communiste, transgressive, résolument tournée vers l'avenir.

C'est le caractère irréversible et général de la crise qui sous-tend l'intérêt irréversible et prolétarien de toutes les figures du Prolétariat Marginal, en tant que classe, à bouleverser le Mode de Production Capitaliste actuel.

Cela ne signifie pas que le travail productif maintienne objectivement sa position centrale au sein du prolétariat métropolitain et que, par conséquent, les travailleurs productifs aient une centralité politique ou une direction révolutionnaire dans le processus de recomposition de la classe.

Il s'ensuit que les autres figures prolétariennes (marginalisées, improductives, etc.), en tant que fragments de l'effondrement de la classe ouvrière dans le devenir de la crise, ne sont pas du tout configurées comme ses alliées « extérieures » mais plutôt comme des stratifications internes d'une seule classe : le prolétariat métropolitain.

Dans ce cadre, nous pensons que le recours au concept révisionniste et gramscien d'« hégémonie » qui présuppose la séparation de la classe ouvrière des autres figures prolétariennes et l'assujettissement de ces dernières à ses intérêts est erroné.

Comme le dit Gramsci, « le fait de l'hégémonie présuppose

indubitablement que les intérêts et les tendances des groupes sur lesquels s'exercera l'hégémonie soient pris en compte, qu'un certain équilibre de compromis se forme » : mais il s'agit précisément d'un compromis, d'une « médiation » entre des intérêts substantiellement différents.

La classe ouvrière, pour faire court, c'est autre chose !

C'est précisément ce que nous nions aujourd'hui, quand nous affirmons que le Prolétariat Métropolitain est « unité du multiple à dominante ouvrière », quand nous affirmons qu'il inclut tous les ouvriers productifs, les travailleurs manuels, l'armée industrielle de réserve, les couches prolétarisées et en voie de prolétarianisation et qui, à ce titre, constitue la grande majorité de la population de notre pays.

En conclusion, la recomposition du Prolétariat Métropolitain autour de la figure de l'ouvrier masse métropolitain ne peut se faire sans que les différentes strates qui le composent se nient et dépassent leurs particularités ; de même la classe ouvrière de cette recomposition ne fait que se nier en tant que force de travail qui valorise le capital.

La méconnaissance du concept de Prolétariat Métropolitain conduit les camarades à le remplacer par la catégorie de « peuple » comme sujet du processus révolutionnaire dans la métropole.

Cette catégorie rappelle d'une part la théorie tiers-mondiste des « fronts populaires » et d'autre part la notion maoïste bien connue. Dans les deux cas, le peuple désigne un ensemble de classes différentes dont l'unité politique est déterminée par la classe ouvrière.

Or, comme nous l'avons vu, dans la crise historique générale du mode de production capitaliste, le prolétariat métropolitain n'est pas du tout configuré comme un ensemble de classes, et le parti n'est pas non plus l'avant-garde de la classe ouvrière seule.

Le processus de recomposition du prolétariat métropolitain est en fait la refonte politique des différentes couches en une seule classe.

Au contraire, le concept de peuple fait allusion à une « médiation » des intérêts séparés de la classe ouvrière avec ceux propres aux autres classes. C'est pourquoi nous pensons qu'il est incorrect de parler d'une « guerre civile populaire de longue durée ».

Il n'est pas superflu de rappeler que dans la métropole impérialiste caractérisée par la domination réelle du capital sur le travail et sur tous les rapports sociaux, la forme et le contenu de la révolution prolétarienne coïncident et se concrétisent dans la pratique sociale du passage au communisme.

Au contraire, dans les révolutions bolchevique et chinoise, en raison du manque de coïncidence de forme et de contenu, différentes alliances de classe étaient possibles dans les « fronts populaires » sous l'hégémonie de la classe ouvrière ; c'est-à-dire qu'il était possible que les contenus bourgeois-démocratiques soient mis en avant avec une forme prolétarienne.

Un exemple en est le slogan « la terre aux paysans » lancé pendant la révolution de 1917 par le parti bolchevique, qui a manifestement un caractère démocratique-bourgeois dans la revendication de la propriété individuelle de la terre.

La non-coïncidence entre la forme et le contenu de la révolution en Russie et en Chine s'explique par le fait que ces processus révolutionnaires se sont développés dans des sociétés caractérisées par la « domination formelle » du capital sur le travail et les relations sociales, c'est-à-dire caractérisé par le fait que le capital s'est imposé dans les rapports de production, mais pas encore dans tous les rapports sociaux.

Il est évident que dans la métropole impérialiste, et donc aussi dans notre pays, repenser ne serait-ce que tactiquement les schémas élaborés par les partis communistes dans d'autres phases du développement capitaliste n'est pas seulement une erreur théorique mais conduit à proposer une stratégie révolutionnaire totalement inadéquate eu égard aux nouveaux niveaux de pénétration du capital dans tous les rapports sociaux.

En fait, il s'agit de diriger un processus révolutionnaire qui met immédiatement à l'ordre du jour le passage au communisme.

7. La guérilla du prolétariat métropolitain

1. Dans cette conjoncture, le saut vers le Parti est une nécessité objective, imposée par le rapport révolution-contre-révolution.

C'est à travers le saut vers le parti que peut être donnée la solution révolutionnaire du rapport de guerre totale et sédimentée entre les classes.

Ce saut n'est pas un acte volontariste des Organisations Communistes Combattantes, mais plutôt le résultat inévitable du rapport historiquement déterminé entre la révolution et la contre-

révolution dans cette conjoncture.

Il traduit dans le rapport de force entre les classes la stabilisation objective de ce rapport permanent d'hostilité absolue qui s'est établi entre les classes.

A son tour, l'inimitié absolue est le reflet de la crise du Mode de Production Capitaliste dans la phase de domination réelle du capital, une phase dans laquelle tous les rapports de production capitalistes, afin de se préserver, produisent et reproduisent la guerre totale contre le Prolétariat Métropolitain, à tous les niveaux de la formation économique-sociales et dans tous les interstices des rapports sociaux.

C'est seulement le Parti qui, dans la conjoncture modifiée, peut activer et élargir la construction du système de pouvoir rouge. Agir simplement comme un Parti, le propre des Organisations Communistes Combattantes, ne suffit plus.

Le saut relevant de l'époque vers la transition communiste, à la construction et au libre développement unilatéral de l'individu social communiste exige le saut vers le Parti : l'un rappelle sans équivoque et rigoureusement l'autre.

Sans saut vers le Parti, pas de construction du Système du Pouvoir Rouge, pas de dictature du prolétariat, pas de transition vers le communisme.

2. Le saut au Parti permet d'organiser et de déployer la finalité de la transition vers le communisme.

Pas seulement, il active et développe tous ses leviers et organes. Encore : il façonne toutes ses déterminations.

Enfin : il rassemble le prolétariat métropolitain comme sujet social du processus révolutionnaire, comme classe universelle qui, en s'émancipant, émancipe l'ensemble de l'humanité.

Liquider aujourd'hui le saut au Parti signifie liquider la guerre des classes pour le passage au communisme, liquider les tâches historiques et stratégiques que la conjoncture impose.

Prolonger le saut du Parti vers un avenir incertain et vague, c'est échouer dans sa propre fonction d'avant-garde et pratiquer une ligne de masse historiquement dépassée, qui sait et parle de propagande armée, quand, en réalité, il s'agit de commencer à organiser la guerre d'émancipation du travail capitaliste.

Agir en tant que Parti à ce stade signifie construire le saut vers le Parti. Cela signifie devenir et être un Parti.

3. Le fait d'avoir identifié et indiqué la nécessité objective du saut vers le Parti n'épuise pas l'acte de fondation politique du Parti ni ne précise déjà la forme que le Parti doit revêtir historiquement.

La forme du parti révolutionnaire est toujours historiquement déterminée et, par conséquent, change avec le changement des époques historiques et des formes et qualités correspondantes que revêt le processus révolutionnaire.

En ultime instance, la forme du Parti est toujours déterminée par le rapport qui s'établit entre les rapports de production et les forces productives, puisque c'est ce rapport spécifique qui, en régulant la production et la reproduction de la richesse sociale, régule et façonne le progrès, les formes et les objectifs de la révolution.

La forme du Parti doit toujours être dimensionnée et fabriquée en fonction de cette tendance, formes et objectifs. Elle ne prédétermine rien, mais elle est déterminée.

À son tour, elle se conforme à ces lois objectives, en les interprétant scientifiquement, en modelant la stratégie révolutionnaire, en la convertissant en un programme et une projectualité sociaux, en une organisation révolutionnaire des masses.

4. Dans l'époque historique actuelle où les rapports de production dominants constituent le plus grand obstacle au développement des forces productives, une époque de révolution sociale prend et doit prendre le relais.

Avec cela, le processus révolutionnaire est amené à fondamentalement se qualifier pour avoir un caractère social.

En vertu de l'antagonisme structurel entre les rapports de production dominants et les forces productives, le processus révolutionnaire dépasse la sphère du politique pour se configurer d'emblée comme une révolution sociale.

Marx observe d'ailleurs déjà : « L'intelligence politique est précisément intelligence politique, c'est qu'elle pense à l'intérieur des limites de la politique... Plus elle est aiguë, plus elle est vivante, moins elle est capable de comprendre les maux sociaux...

Plus l'intelligence politique est unilatérale, c'est-à-dire (...) plus parfaite, plus elle croit à l'omnipotence de la volonté et plus elle est aveugle aux limites naturelles et spirituelles de la volonté, et plus elle est incapable de découvrir la source des maux sociaux ».

Et encore : « Tant que les prolétaires pensent sous la forme politique, ils voient les raisons de tous les maux dans la volonté et tous les remèdes dans le pouvoir et le renversement d'une forme déterminée d'État. La volonté politique cache les racines de la pauvreté sociale, fausse la compréhension de leurs véritables desseins ; leur intelligence politique trompe leur instinct social ».

En continuant à se référer à Marx, il convient de noter que « la nature politique commune est la nature de l'État ».

Le but de la révolution est la conquête de l'État. Le maintien du pouvoir d'État conquis transforme la classe dirigeante en un oppresseur féroce : l'État est toujours - et ne peut manquer d'être - un instrument d'oppression d'une classe sur une autre.

5. La nature de la révolution prolétarienne dans la métropole n'est pas la conquête du pouvoir politique, mais le renversement résolu de toute forme de pouvoir et, avec cela, de toute forme d'État.

La révolution sociale prolétarienne sait que « la vie humaine est plus universelle que la vie politique » et, par conséquent, maintenant elle peut et doit dissoudre non seulement l'État impérialiste pourri mais aussi la marche de la société capitaliste.

Le communisme a besoin de l'acte politique de la conquête du pouvoir, « comme il a besoin de destruction et de dissolution ». Toutefois « là où commence son activité organisatrice, là où se manifestent son but et son âme, là il jette son enveloppe politique ».

La révolution prolétarienne utilise la politique comme une « coquille », pour affirmer le contenu social du saut d'époque pour la communauté réelle. Au fur et à mesure que ces contenus sont affirmés, l'enveloppe elle-même est rejetée et jetée dans la poubelle de l'histoire.

La révolution sociale prolétarienne est la mort de la politique qui, en tant que « totalité abstraite », dominait autrefois les voies de la révolution.

Des voies qui qualifiaient pourtant les révolutions bourgeoises, étant donné que celles-ci et seulement celles-ci faisaient sien le point de vue de l'État.

La révolution sociale prolétarienne rompt résolument avec cette tradition, car elle adopte le point de vue de la totalité concrète, c'est-à-dire la société et le sujet social de l'émancipation universelle des forces productives, à partir de la fondamentale : l'homme.

6. *« La révolution n'est donc pas seulement rendue nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles. »* (Idéologie allemande)

Fonder la société sur de nouvelles bases signifie le communisme.

Dans ce saut vit le passage « du règne de la nécessité au règne de la liberté ». Dans ce saut vit le passage de la préhistoire à une histoire vraiment et entièrement humaine.

Tout cela n'est possible qu'en rompant les rapports de production capitalistes, les rapports sociaux correspondants, la division capitaliste du travail, etc.

Déjà Engels, prenant la Commune de Paris pour exemple, disait que l'état de dictature du prolétariat n'était pas un état au sens propre du terme, mais une communauté, puisque, en abolissant les classes et en s'éteignant, il réunit les individus en une communauté réelle, non plus séparée de la société et au-dessus d'elle, comme l'était l'État.

Dans la transition vers le communisme, la communauté signifie la réunification de toutes les pratiques sociales de destruction-construction, la réunification du savoir avec le pouvoir.

Cette réunification traverse toutes les déterminations du Système du Pouvoir Rouge, de ses agents et de ses organes.

Construire la transition vers le communisme, c'est aussi construire des individus sociaux communistes et les pratiques de savoir-pouvoir de destruction-construction.

Ici, à ce seuil, le processus révolutionnaire est porté à sa plus haute expression. Après tout, Marx lui-même met en garde : « L'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est une lutte classe contre classe, une lutte qui, portée à sa plus haute expression, à une révolution totale ».

7. Dans la métropole, la sphère du politique est inadaptée à la complexité et au caractère général du processus révolutionnaire.

Ainsi, le Parti ne peut avoir une forme exclusivement et éminemment politique.

Le « pouvoir des armes » et leur langage n'évoquent pas le pouvoir absolu et le savoir-faire qui réunit les pratiques sociales, le « pouvoir absolu ».

Par conséquent, le Parti ne peut revêtir une forme exclusivement combattante.

« Dans la métropole impérialiste, la naissance de la guérilla a été d'emblée caractérisée comme unité dialectique du politique et du militantisme.

Non plus « les deux fusionnant en un », mais « un qui se divise en deux ».

Non plus un parti d'un côté et une armée de l'autre, mais un parti guérilla.

Le parti guérilla que le Prolétariat Métropolitain entend construire n'est pas un simple parti politique, de même qu'il n'est pas exclusivement un parti combattant.

Ce n'est pas un simple parti politique, comme le Parti bolchevik et le Parti communiste chinois, car en cette époque historique le centre de gravité de l'affrontement entre les classes ne se place plus sur le terrain politique, mais sur le plan social.

Ce n'est pas un parti exclusivement combattant parce que la guerre de classe révolutionnaire ne signifie pas, principalement, ni exclusivement le combat militaire. »

Voici la base et le principe inspirateur de la forme Parti dans la métropole.

Le Parti assume la forme sociale de la guérilla, laquelle est sociale, parce qu'elle a réuni en son sein toutes les pratiques sociales.

8. La guérilla est l'agent maximum de l'invisibilité et de l'extériorisation du savoir-pouvoir du prolétariat métropolitain : invisibilité à l'ennemi et extériorisation contre l'ennemi coexistent en son sein au plus haut niveau de synthèse.

Cela signifie que plus le Parti est invisible et externe à la contre-révolution impérialiste mondiale, plus il est visible et devient interne au Prolétariat métropolitain : c'est-à-dire plus il communique avec le Prolétariat Métropolitain.

Il communique les rapports de pouvoir, les relations sociales, les pratiques de savoir, les pratiques de pouvoir.

Sur ce plan le Parti Guérilla est le Parti de la communication sociale.

Cela lui permet d'organiser, de recomposer et de transformer la spontanéité du prolétariat métropolitain en unité du multiple qui palpète et s'enrichit au sein du Système du Pouvoir Rouge.

Celui-ci, à son tour, rétroagit à l'égard du Parti en le transformant.

La dialectique réelle en tension de savoir-pouvoir qui se dégage de la dictature du prolétariat en construction transforme ainsi les transformateurs.

Non seulement cela : plus le couple invisibilité-extériorisation fait affirmer les contenus sociaux du pouvoir rouge, plus la forme du Parti devient visible, plus devient alors visible la forme du passage au communisme.

Plus la transition devient visible, plus le caractère transitoire de la nécessité du Parti devient visible.

De même que la dictature du prolétariat est la dernière forme de pouvoir possible et nécessaire, de même que l'Armée rouge est la dernière forme de l'armée, de même le Parti guérilla est la dernière forme possible et nécessaire du parti.

Les classes abolies, État, Armée et Parti disparaissent. Les contradictions sociales n'auront plus un caractère antagoniste. Par leur résolution, les hommes sociaux, comme le dit déjà Marx, affirmeront leur domination consciente et définitive sur la nature et sur leur propre nature.

La capacité de jouissance signifiera la jouissance au plus haut niveau naturel, humain et social ; la capacité de jouissance et de jouir signifiera le développement unilatéral des jouissances sociales humaines.

Pour la première fois, une communauté sociale humaine introduira la « fête » dans la relation entre l'homme social - nature. La même nature elle-même sera pour la première fois entièrement humaine et sociale.

9. Le Parti guérilla insère dans ce cadre propre à une époque la désarticulation-destruction de l'État impérialiste d'une part, et la conquête-organisation du prolétariat métropolitain sur le terrain de la guerre de transition pour le communisme d'autre part.

Hors de ce cadre, aucune dialectique destruction-construction ne peut être donnée.

Ce sont ces finalités propres à une époque qui rendent la dialectique destruction-construction objectivement possible et subjectivement organisable.

À son tour, cette dialectique projette et fabrique dans le présent concret, pour ainsi dire, la finalité propre à l'époque sous sa forme historiquement déterminée.

Le Parti guérilla est au centre d'un travail incessant de traduction de la finalité propre à l'époque en pratiques sociales. Et vice versa.

En ce sens, le Parti guérilla est le porteur dans « l'abstrait » à la fois du Programme de Transition au Communisme que de la traduction conjoncturelle de celui-ci dans le Programme Politique Général de conjoncture.

C'est un chemin de l'abstrait au concret. Son chemin est aussi le sien qui, partant de la pratique et convertissant le programme en pratique, s'élève du particulier au général.

Aller du concret particulier au général signifie partir du prolétariat métropolitain pour arriver au Parti. Aller de l'abstrait au concret, c'est partir du Parti pour revenir au prolétariat métropolitain.

Dans cette dialectique complexe et riche, donc, sont présents non seulement le Programme de Transition au Communisme, c'est Programme Politique Général de Conjoncture, mais un autre élément décisif doit être inséré : les Programmes Immédiats spécifiques du pouvoir, puisqu'ils se réfèrent concrètement à ses besoins immédiats du prolétariat métropolitain.

Lorsque nous parlons de définition des programmes, nous entendons faire référence à cette dialectique complexe et à tous ses éléments en interaction.

La définition des programmes vit dans cette interaction toujours mouvante.

Et dans cette interaction, dans le développement concret de la guerre des classes et spécifiquement des interconnexions qui s'inscrivent, déplacent et transforment la dynamique entre toutes les déterminations du Système du Pouvoir Rouge : Parti, Organismes des Masses Révolutionnaires, Mouvements de Masses Révolutionnaires.

Inextricablement, la définition des programmes renvoie à la construction de la ligne de masse, puisque les programmes peuvent uniquement vivre que dans le concret de la théorie-pratique révolutionnaire qui organise et transforme la « spontanéité des masses ».

La dimension des programmes – de celui général à celui cyclique jusqu'à celui portant sur l'immédiat – est unitaire.

Néanmoins, il y a des distinctions en son sein. Le rapport qui lie les différents programmes entre eux est donc dialectique, d'unité-

distinction.

Cela signifie qu'il n'est pas possible d'abord de définir un programme, puis un autre et les autres. Chaque programme considéré individuellement renvoie nécessairement à tous les autres : en lui-même, il est incomplet.

C'est dans la définition des programmes que chaque programme commence à trouver son caractère de complétude mature. Commence à trouver, disions-nous, car tous cherchent et ne peuvent trouver « leur plus mûre identité que dans la lutte révolutionnaire ».

On peut conclure que la définition des programmes et la conquête pour leur part d'un caractère mature de classe-identité s'inscrit au plus haut niveau d'unité du rapport théorie-pratique.

8. Le parti guérilla et la définition des programmes

La définition des programmes qualifie l'essence du Parti et le distingue des autres déterminations du Système du Pouvoir Rouge. En ce sens, il n'y a pas de Parti sans définition des programmes.

La définition des programmes qualifie et finalise aussi le rapport du Parti avec les Masses. En ce sens, il n'y a pas de définition de Parti et de programme sans rapport avec les masses.

Et c'est une relation de modelage réciproque à partir des masses, le Parti se « modèle » et se finalise comme une détermination consciente et projectuelle du Système du Pouvoir Rouge ; les masses investies par les déterminations conscientes et projectuelles propres au Parti sont « modelées » en ce sens qu'elles sont réunies, transformées et organisées sur le terrain révolutionnaire.

Cela signifie que la partie – le Parti – s'unit continuellement à l'ensemble - les masses - tout en s'en distinguant continuellement.

Le Parti et les Masses constituent ensemble une totalité ouverte qui toujours « s'ouvre » en ce sens que chacun, en passant dans l'autre, se change lui-même et, par conséquent, la qualité totale du parcours révolutionnaire.

C'est pourquoi un trait caractéristique de l'existence du Parti est la définition des programmes. C'est pourquoi la définition des programmes ne peut être dissociée de la construction de la ligne de masse, c'est-à-dire placée à l'extérieur du rapport Parti-Masses

(et, pire, avant celui-ci).

Le rapport Parti-Masses n'échappe pas - comme aucun autre rapport et détermination ne peut échapper - aux répercussions du caractère historiquement changeant de tous les rapports sociaux ; le rapport Parti-Masses, en d'autres termes, est aussi une relation historiquement déterminée.

Cela signifie qu'aujourd'hui, d'une part, lorsqu'on parle du rapport Parti-Masses, il faut, plus précisément, parler du rapport Parti guérilla-Prolétariat métropolitain ; d'autre part, ce rapport n'est pas génériquement déterminé et finalisé par la perspective d'organiser les masses sur le terrain révolutionnaire, mais, plus pertinemment, il est déterminé et finalisé par la perspective d'organiser le prolétariat métropolitain sur le terrain de la guerre de transition au communisme.

Seul le Parti guérilla peut réunifier le prolétariat métropolitain.

Ce n'est qu'à l'époque historique du prolétariat métropolitain que la nécessité du parti de guérilla pouvait surgir. Sans la construction de la guérilla, il n'est pas possible de réunifier le prolétariat métropolitain.

Rester en dehors de cette construction, ne pas la promouvoir, ne pas la diriger, ne pas la fabriquer dans un saut qui redéfinit les pratiques sociales révolutionnaires, c'est se référer non pas précisément au Prolétariat Métropolitain, mais encore de manière générique aux masses ; cela signifie se référer non pas de manière pertinente à la guerre de transition pour le communisme mais encore de manière générique à la révolution.

Dans les deux cas, non seulement les nécessités objectives et le devenir possible du saut d'époque au communisme ne sont pas compris, mais les mêmes caractéristiques saillants de la conjoncture de transition sont perdues. Il ne pouvait pas en être autrement du reste.

La définition des programmes-construction de la ligne de masse signifie construction de l'unité sociale (politique, militaire, idéologique, etc.) du Prolétariat Métropolitain.

Le saut d'époque au communisme dépend de l'unité sociale du prolétariat métropolitain.

Cette unité, du reste, ne peut vivre que si elle est pénétrée, nourrie et façonnée par les contenus sociaux d'époque du saut au communisme.

La construction de la ligne de masse, donc, la construction de

l'unité sociale du Prolétariat Métropolitain se déroulent le long de trois maillons indivisibles, qui constituent une chaîne indestructible : Programme de Transition vers le Communisme, Programme Politique Général de Conjoncture, Programme Politique Immédiat.

Chacun de ces trois maillons renvoie à l'autre et chacun se jette dans l'autre : tous, ensemble et de manière distincte, trouvent dans la pratique sociale révolutionnaire leur identité et leur base de formation et de développement.

Le Parti guérilla du Prolétariat métropolitain se distingue précisément par sa capacité à parcourir ces trois maillons et à les rassembler sans relâche dans une chaîne de relations profondément unitaires.

Aucun espace de « l'être social » au sein duquel se place la multiplicité des unités qui composent le prolétariat métropolitain et la multidimensionnalité des pratiques de savoir-pouvoir qui s'en dégagent se soustrait et peut se soustraire au champ d'action du Parti guérilla.

La sphère au sein de laquelle se meut le Parti guérilla est l'univers social de la réunification de toutes les pratiques sociales et de toutes les couches qui composent le Prolétariat Métropolitain.

Dans cet univers il n'y a aucune division spatio-temporelle. Le premier est le second ; la logique des deux, trois temps « va au diable », mieux : la pratique sociale l'envoie au diable.

C'est précisément pour cet ordre de raisons que le Programme de Transition au communisme, le Programme Politique Général de Conjoncture et le Programme Politique Immédiat ne peuvent être séparés l'un de l'autre.

Briser l'unité-distinction qui les lie dans l'espace et dans le temps équivaut à briser la chaîne et donc à briser la totalité de la pratique sociale révolutionnaire qui construit la transition au communisme.

Mais si le Programme de Transition au Communisme, le Programme Politique Général de Conjoncture et le Programme Politique Immédiat constituent toujours un seul tout indivisible, au sein de cette totalité historiquement déterminée il y a une échelle de priorité.

Le sens de la priorité est double.

Quant à la fondation et au développement possible des tendances stratégiques de la guerre des classes pour le communisme, est

central le programme de transition au communisme, comme abstraction maximale du général.

En ce qui concerne la mise en œuvre matérielle de la pratique sociale révolutionnaire, le point nodal, ce sont les Programmes politiques immédiats, en tant que concrétisation maximale du particulier.

Reconnecter politiquement et socialement dans la conjoncture le Programme de Transition au Communisme avec le Programme Politique Immédiat est la tâche spécifique du Programme Politique Général de Conjoncture, en tant que synthèse conjoncturelle entre abstraction générale et concrétisation particulière.

Les Programmes Politiques Immédiats non seulement se reconnectent et trouvent leur identité complète dans le Programme Politique Général de Conjoncture, mais en cela ils réalisent de manière conjoncturelle le passage au communisme dans toutes les couches de la classe et, par conséquent, dans le Prolétariat Métropolitain recomposé.

Bien que déterminés par les formes déterminées de la transition, eux seules peuvent nourrir ces formes et leur donner un caractère concret.

La concrétisation du Programme Politique Général de Conjoncture est ici précisément, la concrétisation du Programme de Transition au Communisme dans la conjoncture.

Ainsi, tout Programme Politique Immédiat, tout en étant orienté et construit sur une couche de classe spécifique, renvoie à tous les autres : l'organisation d'une couche de classe sur le terrain de la guerre de transition au communisme, pour le communisme, se fait en étroite unité avec tous les autres.

C'est une loi de la révolution sociale dans la métropole.

Il n'y a pas d'organisation d'une couche de classe en dehors de la recomposition politique et sociale du prolétariat métropolitain.

Par conséquent, s'il est vrai que sans Programme Politique Général de Conjoncture, il n'y a pas de Programmes Politiques Immédiats, l'inverse est également vrai.

Encore une fois, le rapport est dialectique, il ne tolère aucune réduction et aucun schématisme, étrangers à la dialectique matérialiste du marxisme-léninisme.

Si le Programme de Transition au Communisme rappelle le saut d'époque vers le communisme, Programme Politique Général de

Conjoncture rappelle la nécessité d'analyser la situation économique et comment y faire vivre la transition, dans des formes historiquement déterminées, au communisme.

Ces besoins doivent non seulement contribuer à résoudre le problème de l'identification de la « cible centrale » à attaquer, mais aussi celui de la détection des « domaines centraux de lutte » à pratiquer et des objectifs sociaux à atteindre.

Le Programme Politique Général de Conjoncture n'est pas simplement un plan d'attaque contre le cœur de l'État, mais aussi un programme de construction de nouveaux rapports de savoir-pouvoir entre les classes, visant à l'abolition et à la transformation sociale de la société capitaliste.

Bref, dans le Programme Politique Général de Conjoncture vit, dans les formes spécifiques de la conjoncture et sur la ligne de son devenir possible et nécessaire, une dialectique indivisible entre destruction et construction.

Privilégier la destruction, c'est transformer le Programme Politique Général de Conjoncture en une offensive militaire contre l'appareil de l'État impérialiste.

Privilégier la construction, c'est transformer le Programme Politique Général de Conjoncture en propagande vulgaire et grossière d'un « contre-pouvoir » qui coexiste à côté du pouvoir bourgeois et non contre lui.

À leur tour, les Programmes Politiques Immédiats rappellent la nécessité de partir des besoins immédiats du prolétariat métropolitain.

Ici, certaines choses doivent être clarifiées. Seule une référence purement formelle au léninisme peut qualifier le fondement des Programmes Politiques Immédiats du prolétariat métropolitain d'« économicisme ».

Aujourd'hui, en effet, « l'économicisme » ne peut pas constituer la « maladie infantile de la métropolisation », comme nous le verrons.

Lénine, à vrai dire, ne pose pas la chose de cette manière. Il ne se lasse pas d'avertir qu'il existe « spontanéité et spontanéité », exhortant le Parti à considérer avec la plus grande attention « les pas en avant réalisées par le mouvement ».

La spontanéité constitue pour lui, en définitive, la « forme embryonnaire de la conscience ». Par conséquent, parler avec mépris de la spontanéité, le liquider et privilégier unilatéralement

le Parti n'est pas léniniste.

Avec l'aggravation de la crise du Mode de Production Capitaliste, l'expansion et l'intensification de l'intervention de l'État impérialiste dans toutes les régions de la formation économico-sociale, les « luttes économiques » se répercutent contre la « résistance » directe et globale de l'État et se définissent dans la perspective de la lutte pour le pouvoir.

Ici, à un tel degré de développement de la crise et du rapport de guerre relatif entre les classes, même l'« économiste » le plus têtu ne serait pas en mesure de circonscrire les « luttes spontanées » contre le « simple patron » : désormais elles s'affrontent « spontanément » avec l'État.

Si la « spontanéité » est la « forme embryonnaire de la conscience », les Programmes Politiques Immédiats sont la forme embryonnaire du Programme Politique Général de Conjoncture et, par conséquent, de la transition au communisme dans la conjoncture.

Au niveau de cette nouvelle dialectique, les limites ne peuvent plus consister dans la réduction économiste du rapport de pouvoir.

Il y a bien d'autres tendances erronées qui peuvent s'affirmer sur cette nouvelle base (par rapport à ces tendances nous avons commencé, pour la partie qui nous appartenait, à exercer l'autocritique nécessaire).

D'une part, le fait de ne pas développer adéquatement l'embryon, c'est-à-dire de croire que la définition des programmes aboutit exclusivement à la construction des Programmes Politiques Immédiats, en dehors du Programme Politique Général de Conjoncture.

D'autre part, l'incapacité de développer adéquatement le cadre d'analyse de la conjoncture propre au Parti, c'est-à-dire de croire que la définition des programmes se résout dans l'enfermement des chambres du Parti avec la construction idéaliste et unilatérale du Programme Politique Général de Conjoncture en dehors du rapport avec le prolétariat métropolitain.

Les Programmes Politiques Immédiats constituent le particulier concret organisé en programmes.

Autour d'eux, le Prolétariat Métropolitain s'organise sur ses besoins immédiats et les Organismes de Masses Révolutionnaires naissent comme structures formant l'Armée Rouge.

Les Programmes Politiques Immédiats découlent de la dialectique

Parti-Mouvements de masses révolutionnaires.

Le Parti apporte le contenu stratégique de la transition et l'analyse de la conjoncture ; les mouvements révolutionnaires de masse, toutes les tensions, contradictions, humeurs, attentes, exigences de pouvoir qui bouillonnent en morceaux au sein du prolétariat métropolitain.

Non seulement les Programmes Politiques Immédiats prennent forme de cette dialectique, mais les Organismes de Masses Révolutionnaires naissent et se développent, la détermination manquante du Système du Pouvoir Rouge, étant donné que les Mouvements Révolutionnaires de Masses et le Parti sont des déterminations déjà données, dont la genèse est influencée chacune par l'autre.

Les Organismes Révolutionnaires de Masses constituent le chaînon manquant du Système de Pouvoir Rouge, car ils n'apparaissent pas ou ne se reproduisent pas spontanément.

Ils sont le résultat précis d'une dialectique précise : celle entre le parti et les Mouvements de Masses Révolutionnaires.

Même lorsqu'il y aura des milliers d'Organismes de Masses Révolutionnaires, ils continueront à revêtir le caractère de chaînon manquant dans le Système de Pouvoir Révolutionnaire.

9. Le Programme de Transition au Communisme

Sans un programme de transition au communisme qui explique les objectifs sociaux de la guerre, il n'est pas possible d'identifier toutes les composantes prolétariennes qui y sont objectivement intéressées.

Ce programme, en revanche, ne surgit pas de rien, mais dix ans de luttes prolétariennes, de critique pratique et radicale de l'usine et de la formation sociale capitaliste, l'ont largement esquissé dans son contenu essentiel que l'on peut ainsi résumer :

- Réduction du temps de travail, travailler tous, travailler moins ; libération massive du temps social et construction des conditions sociales de son utilisation avancée.
- Recomposition du travail manuel et du travail intellectuel, de l'étude et du travail, chez chaque individu et au cours de la vie.
- Abolition de la propriété privée et réappropriation sociale des richesses.
- Renversement de l'exercice des pouvoirs et du flux de la projectualité des objectifs collectifs à tous les niveaux de la vie

sociale.

- La requalification de la production, du rapport entre l'homme et la nature, sur la base de valeurs d'usage collectivement définies et historiquement possibles.

- Modification de notre formation sociale selon les principes d'un internationalisme prolétarien efficace.

La condition de ce programme est le dépassement des rapports de production capitalistes, de production fondée sur la valeur d'échange.

L'utopie n'y est pour rien. Il s'agit ici d'un programme qui, comme dirait Marx, « ne permet pas aux piliers de la maison de rester debout », ayant déjà pleinement mûri dans ses fondements.

C'est un programme auquel font continuellement allusion les luttes des sujets prolétariens les plus conscients qui rompent violemment avec les tendances immanentes et conservatrices du développement capitaliste et s'affrontent sous des formes antagonistes avec l'État.

Cependant, c'est un programme qui cherche son identité la plus mature dans la lutte révolutionnaire. La croissance du pouvoir rouge coïncide avec cette recherche et c'est au Parti de la promouvoir.

10. Crise, guerre et internationalisme prolétarien

1. La loi générale : la crise de l'impérialisme engendre la guerre.

« Le révisionnisme soviétique et l'impérialisme yankee, qui se tiennent sous le même manteau, ont commis tant de ces crimes que les pôles révolutionnaires du monde entier ne permettront pas qu'ils restent impunis.

Les peuples de tous les pays se soulèvent. Une nouvelle période historique de lutte contre l'impérialisme yankee et le social-impérialisme soviétique a maintenant commencé.

Où la guerre provoque la révolution, ou la révolution empêche la guerre, les jours de la vie de l'impérialisme yankee et du révisionnisme soviétique sont désormais comptés.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. »

2. Les quatre contradictions sont devenues trois.

Les quatre contradictions fondamentales de notre temps, telles qu'elles ont été exposées par Mao lors du 9e au 10e congrès du Parti Communiste Chinois – c'est-à-dire avant que Deng Xiao

Ping ne développe sa théorie bourgeoise des « trois mondes » – peuvent être schématisées comme suit :

- la contradiction entre le prolétariat mondial et la bourgeoisie mondiale est la principale, elle traverse toutes les formations sociales dominées par le mode de production capitaliste, y compris celles à « capitalisme monopoliste d'État » (URSS, Chine, etc.) ;
- la contradiction entre les pays socialistes et impérialistes, c'est-à-dire par « socialistes » les pays où domine la dictature du prolétariat, et y compris parmi les impérialistes aussi ceux à capitalisme d'État ;
- la contradiction entre peuples et nations opprimés d'une part, et impérialisme d'autre part ;
- les contradictions internes du système impérialiste entre États, groupes financiers, multinationales impérialistes.

Au cours des dix dernières années, beaucoup d'eau est passée sous les ponts. La révolution culturelle, quoique momentanément, a été vaincue et la ligne bourgeoise de Deng a pris le dessus.

Il est toujours difficile de retracer les pays dans lesquels la dictature du prolétariat domine réellement. Il nous semble donc que dans la phase actuelle, la deuxième grande contradiction remonte, par ordre d'importance, à la dernière place.

Néanmoins, la contradiction entre le prolétariat mondial et la bourgeoisie mondiale est devenue plus aiguë et plus étendue ; et à la suite de cela aussi les deux autres mentionnés deviennent plus explosifs. Cela nous semble l'aspect qui caractérise les années 80.

Malgré ceux qui soutiennent que la tendance à la guerre prévaut sur celle à la révolution, nous soutenons le contraire : la révolution est la tendance principale à l'époque de l'impérialisme mourant.

Lorsque nous parlons d'impérialisme, nous nous référons autant au mouvement du capital monopoliste privé qu'à celui des pays capitalistes d'État.

« Nous voulons être très explicites sur ce point : l'impérialisme et le social-impérialisme sont deux unités variables du mode de production capitaliste à ce stade : le capitalisme privé et le capitalisme d'État.

Ils forment un système impérialiste, dans lequel il y a à la fois unité et contradiction. : unité du Mode de Production Capitaliste, contradiction entre ses formes d'existence géographiquement et

historiquement déterminées ».

« Le révisionnisme moderne est l'expression idéologique, politique, matérielle d'un secteur de l'impérialisme mondial, l'impérialisme social, une composante organique (et contradictoire) de la dictature de classe de la bourgeoisie impérialiste ».

La loi générale de la crise traverse tout le système impérialiste.

La contradiction principale de ce système est celle entre le secteur monopolistique multinational dirigé par les États-Unis et le secteur monopolistique d'État dirigé par l'URSS.

3. À la différence de la première et de la seconde guerres mondiales, l'actuelle a un triple caractère :

- c'est une guerre de classe dans chaque secteur de l'impérialisme ;
- c'est une guerre entre les peuples et les nations opprimés par l'impérialisme ;
- c'est une guerre entre secteurs de l'impérialisme et au sein de chacun d'eux.

En effet, l'exportation du capital et les « contre-tendances » à la crise de surproduction ont une répercussion violente à la fois dans les zones qui exportent le capital et dans les zones où celui-ci va établir sa domination.

a) Dans les régions exportatrices de capitaux (domination réelle), la guerre des classes tend à prendre la forme d'une guerre sociale totale pour la transition au communisme.

b) Dans les zones pénétrées par le capital internationalisé, la guerre tend à revêtir des formes multiples définies par le degré de développement des forces productives et des rapports sociaux contre lesquels le capital s'est établi et a commencé à s'imposer comme rapport (guerres de libération nationale).

c) Au sein de chaque secteur impérialiste, les conflits se multiplient entre États, groupes financiers et entreprises multinationales.

L'imbrication de ces trois caractères explique la forme particulière de la guerre actuelle qui est un processus mondial, simultané et interactif de guérilla et de lutte révolutionnaire dans la métropole, les guerres de libération nationale, la multiplication des foyers de confrontation militaire directe entre le secteur impérialiste et le social-impérialiste.

La « tendance à la guerre » n'est donc pas une incubation de tensions latentes qui s'apprêtent à exploser dans un « instant X » à venir.

4. Aux fins de notre discours, il est maintenant intéressant de souligner le fait que le secteur impérialiste dans lequel se situe notre formation sociale est caractérisé, également, par un développement inégal du capital.

La forme politique de cette évolution inégale est celle d'un système d'États impérialistes entrelacés (au niveau économique, politique et militaire) selon une hiérarchie complexe qui voit les États-Unis, ou les plus puissantes multinationales capitalistes, à son sommet.

Cependant, il faut dire que s'il existe une contradiction au sein du système impérialiste, l'intérêt unitaire de la bourgeoisie impérialiste à étendre toute la zone d'exploitation du capital monopoliste multinational est toujours dominant.

À cette fin, il a donc construit un système mondial politico-militaire intégré conçu pour intervenir à la fois intérieurement dans les États impérialistes individuels dans une fonction contre-révolutionnaire, ainsi que pour attaquer tout « ennemi extérieur » potentiel.

Ce système politico-militaire intégré, pour l'espace européen et méditerranéen, a son cœur au sein de l'OTAN.

5. Les États impérialistes s'arment pour la guerre.

L'OTAN est une organisation qui défend les intérêts du capital monopoliste multinational et surtout du plus fort : les multinationales américaines.

L'OTAN n'est pas une institution « défensive » : si elle défend quelque chose, ce ne sont que les intérêts du capital impérialiste.

L'OTAN est la force motrice de la contre-révolution impérialiste dans l'espace européen et méditerranéen.

L'OTAN signifie guerre interne et guerre externe.

Guerre intérieure :

- favorise l'intégration des appareils et la standardisation des théories anti-guérilla ;

- promeut la contre-guerre psychologique à travers des livres, des médias de masse, des films, etc. Par exemple, la brochure de Sterling (« The Plot of Terror ») est citée à plusieurs reprises par le secrétaire d'État américain Haig et le journaliste a été invité à

participer aux travaux du sous-comité du Sénat américain sur le terrorisme et la sécurité ;

- prépare une psychologie de masse à l'appui de la politique agressive de l'impérialisme.

Guerre extérieure :

- intégration de sections des forces armées des pays membres dans des corps expéditionnaires agressifs ;
- l'installation de bases de missiles à têtes nucléaires, il va de soi que toute décision sur leur « utilisation » appartient uniquement aux Américains puisque les gouvernements européens n'ont aucun droit de vote à cet égard.

6. L'aggravation de la crise est à l'origine de la nécessité d'une intégration transnationale plus étroite des appareils contre-révolutionnaires et bellicistes de la bourgeoisie impérialiste.

Dans ce processus, qui est naturellement perturbé par de profondes contradictions, les appareils des États individuels subissent d'importantes métamorphoses.

6a. Le ciment idéologique de tout cela est la philosophie de la « nouvelle droite » américaine qui « pense » pour [le président américain Ronald] Reagan et qui repose sur quatre piliers :

- L'anticommunisme viscéral de la tradition maccarthyste.
- Le néo-libéralisme et le néo-monétarisme de Milton-Friedmann en économie, qui redimensionnent l'intervention de l'État au contrôle des mouvements d'argent.
- Au sein de l'État : coupes dans les programmes sociaux et augmentation des dépenses militaires, modernisation de l'industrie de guerre. A l'échelle mondiale : voir la réunion annuelle du Fonds monétaire international en octobre et le sommet de Cancun.
- La « Moral-Majority » ou la « restauration » après la gueule de bois de 68 et les luttes sociales des dix dernières années. (Droit-Ordre-Famille).
- La nouvelle doctrine militaire résumée par le slogan : Amerika über alles !

6b. Ce processus se développe aussi sous des formes spécifiques dans notre pays, impulsé au niveau politique par le PSI de l'Américan Craxi et par la DC [Démocratie Chrétienne].

Cela se traduit par :

- l'envolée du budget militaire (plus que doublé au cours des deux dernières années) ;
- le renforcement de l'industrie de guerre ;
- politique belliciste du gouvernement (voir décision d'envoyer des troupes dans le Sinaï et d'installer des missiles à tête nucléaire un peu partout et à Comiso contre les peuples arabes et nord-africains) ;
- l'intégration du ministère de la Défense et de l'Intérieur dans les projets de l'OTAN. L'Italie est de plus en plus au centre de la politique impérialiste relative à l'espace méditerranéen ;
- la corporatisation du personnel militaire ;
- la restructuration des forces armées dans le cadre de la « modernisation » de l'OTAN.

7. Le degré d'intensité de l'affrontement entre les deux pôles de la contradiction principale du système impérialiste augmente en relation avec le fait que de plus en plus l'Europe elle-même se trouve au centre de cet affrontement.

Qu'il en va ainsi est démontré par les récentes déclarations de Reagan et [le secrétaire d'État américain Alexander] Haig [et ancien commandant suprême des forces alliées en Europe de 1974 à 1979, visé par une attaque de la RAF en 1979] sur la possibilité d'une guerre nucléaire limitée à l'Europe.

La tristement célèbre « directive 59 » approuvée par Reagan prévoit précisément la possibilité d'une guerre limitée contre l'Europe et à l'URSS dans l'intérêt américain.

[Il y a ici confusion entre la Presidential Directive 59 signée par Jimmy Carter en juillet 1980 organisant de manière secrète une attaque nucléaire préventive en Europe et les propos du nouveau président Américain Ronald Reagan parlant en 1981 d'une guerre nucléaire se limitant à l'Europe.]

Haig : « Il y a des choses pires que la guerre. »

Haig : « Parmi les plans extraordinaires envisagés dans la doctrine de l'OTAN figure celui de l'utilisation d'une arme atomique à des fins démonstratives pour faire comprendre à l'autre partie que les limites de tolérance dans le secteur conventionnel sont dépassées ».

Pour Haig, il y a donc « pire » que quelques dizaines de millions de morts : quelques dizaines de millions de prolétaires au chômage.

Le prolétariat métropolitain de Rome, Londres, Bruxelles, Amsterdam, Bonn, ainsi qu'en Scandinavie, au Danemark, en Norvège, en Suède a démontré sa sensibilité aiguë au problème en se mobilisant immédiatement et en donnant lieu aux manifestations politiques de masse les plus puissantes des dix dernières années.

Contrairement aux manifestations contre la guerre d'agression américaine au Vietnam à la fin des années 1960, les mouvements de masse identifient aujourd'hui l'impérialisme comme une force menaçante et agressive directement dirigée contre le prolétariat européen.

N'est pas oublié le lien indissociable entre plus de dix millions de chômeurs sans perspectives et destinés à augmenter, circulant en Europe, et les préparatifs d'une solution atomique de leur problème.

Ainsi, si hier, à quelques rares exceptions près comme la RAF, cela se limitait à condamner l'agression impérialiste d'un peuple lointain, aujourd'hui cela commence à lutter pour empêcher la guerre inter-impérialiste d'envahir et de submerger l'Europe elle-même et l'idée-force qui seule la révolution prolétarienne peut empêcher que cette guerre commence à se frayer un chemin dans la conscience des masses.

Au sein de ces mouvements, il est possible d'identifier différentes positions qui reflètent à la fois l'ampleur et l'hétérogénéité de classe des forces sociales qui y participent, et l'influence idéologique de la propagande révisionniste et même de la guerre psychologique menée par l'OTAN.

Il est important de clarifier le contenu idéologique de classe des principales positions, puisque la lutte idéologique de classe est un terrain fondamental dans la relation entre le parti et les mouvements de masse.

Critiquer les mots d'ordre influencés par la bourgeoisie et le révisionnisme est une condition pour affirmer ceux qui sont corrects et que le prolétariat métropolitain doit mettre à la base de son initiative.

Le néo-révisionnisme. Cette plante a aussi des racines profondes dans notre pays. Les tenants de cette thèse affirment, plus ou moins explicitement, que l'arrière-plan stratégique des luttes révolutionnaires qui se développent dans le monde (et donc aussi en Europe) est ce qu'on appelle le « camp socialiste », c'est pourquoi la stratégie de ces luttes ne peuvent qu'être calibrées

sur ce que l'URSS et ses alliés mènent dans le monde entier.

La variante timide, qui a honte, est celle de ceux qui soutiennent que de toute façon l'ennemi principal est l'impérialisme américain et qu'il n'y a donc rien de mal à s'appuyer sur l'URSS pour le combattre.

L'un et l'autre ne comprennent pas bien que le mythique « camp socialiste » est en réalité socialiste en paroles et impérialiste en actes puisque le mode de production dominant, depuis de nombreuses années, en URSS comme dans les pays qui lui sont liés, est le capitalisme d'État.

Le révisionnisme pacifiste. Acceptation de l'OTAN et affirmation de son caractère « défensif » (1977 : Berlinguer définit l'OTAN comme une alliance défensive ; 1981 : le comité central du PCI, en octobre, réaffirme ce concept). Demande de désarmement progressif négocié.

Cette thèse est contre-révolutionnaire, car elle accepte pour le prolétariat une place dans les desseins bellicistes de l'impérialisme et sème l'illusion d'une paix possible sans la destruction du mode de production capitaliste dans sa phase impérialiste, c'est-à-dire du vrai et unique générateur de la guerre.

Cette position désarme idéologiquement les prolétaires et est activement interne aux plans de l'impérialisme.

8. Dans ce contexte, le parti, pour jouer une position d'avant-garde dans le sens de la transition au communisme, pour affirmer trois thèses fondamentales.

- « *Une grande paix ne pourra être réalisée qu'après l'anéantissement de l'impérialisme sous toutes ses formes* » (Mao).

- Pour anéantir l'impérialisme, il est nécessaire de mobiliser le prolétariat pour développer la révolution et transformer la guerre inter-impérialiste en une guerre de classe.

- Le véritable internationalisme - dit Lénine - consiste à développer la lutte révolutionnaire dans son propre pays.

Dans notre pays, c'est l'impérialisme du capital monopoliste américain multinational, européen et au pôle national, qui doit être envoyé en enfer avec l'État impérialiste qui défend ses intérêts et les structures militaires agressives qu'il a générées.

Il ne s'agit donc pas d'affirmer que dans la contradiction entre les deux secteurs de l'impérialisme, celui dirigé par les Yankees est le principal et celui dirigé par l'URSS est le « secondaire », et donc

implicitement sinon explicitement, laisser ouvertes la porte à la thèse néo-révissionniste selon laquelle on peut s'appuyer sur le second pour combattre le premier.

Au contraire, l'attaque contre l'État impérialiste et contre les structures politico-militaires transnationales intégrées du secteur impérialiste dans lequel se déroule notre militantisme révolutionnaire est déterminée exclusivement par notre emplacement et n'implique pas une évaluation de la dangerosité différente pour le prolétariat mondial des deux pôles du système impérialiste.

Ce slogan acquiert un sens nouveau dans les conditions actuelles d'interaction politico-militaire entre les États.

En fait, l'action révolutionnaire ne se limite pas ici à rendre « précaire » l'« arrière-plan » de la bourgeoisie impérialiste, mais propose une désarticulation directe et systématique des plans et des structures d'agression impérialiste.

9. Dans la crise de l'impérialisme, toute guérilla qui ne part pas du slogan « anéantir l'impérialisme » est inévitablement réformiste.

Le slogan « anéantissez l'impérialisme » est central dans le programme de transition vers le communisme.

En effet, il n'est pas possible de révolutionner définitivement les rapports sociaux de production sans une défaite définitive du système impérialiste.

Il est cependant possible, précisément en raison du développement inégal du capitalisme et de la chaîne des États impérialistes, de briser le maillon le plus faible et de construire un processus de libération du travail capitaliste dans une zone locale.

C'est précisément pour cette raison que nous parlons de « détacher l'Italie de la chaîne impérialiste » et de construire le processus de transition vers le communisme comme voie autonome et de lutter contre tout impérialisme et de manière unitaire avec tous les prolétaires en lutte et tous les peuples opprimés.

10. Il faut affronter le problème de l'unité avec toutes les guérillas luttant pour le communisme et plus généralement avec celles qui, bien qu'elles n'aient pas un contenu prolétarien, luttent contre le système impérialiste.

LES ENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA CRISE GÉNÉRALE FOURNIS PAR LE PARTI-GUÉRILLA DU PROLÉTARIAT MÉTROPOLITAIN

Lorsque la colonne napolitaine des Brigades Rouges fonde le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain en décembre 1981, elle part du principe essentiel des Brigades Rouges, à savoir que le capitalisme développé a systématisé le marché, atomisé les prolétaires, ce qui implique la recomposition du prolétariat.

Ce principe sera naturellement également celui de la majorité des Brigades Rouges qui, de leur côté au même moment, fondent les Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant, qui en 1982 annoncera la « retraite stratégique ».

Le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain considérait quant à lui de son côté qu'au contraire, le moment était venu de la « guerre sociale totale ». C'est que le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain affirme que le mode de production capitaliste ne serait plus en mesure de réussir à ouvrir de nouveaux espaces.

Il se serait tellement systématisé qu'il n'aurait plus de perspectives de développement. Ainsi, la seule chose qu'il peut faire ou essayer de faire, c'est d'empêcher son reflux et, pour cela, il fait la guerre au prolétariat, tout comme il va à la guerre impérialiste.

Cette lecture s'appuie sur l'idée que, désormais, il existerait une tendance au communisme qui s'exprimerait de manière unilatérale dans la société capitaliste. C'est comme si, pour prendre un exemple concret, on disait : il est possible de télécharger toute la musique qu'on veut sur internet de manière illégale, alors qu'il y a de multiples plateformes payantes en concurrence dans un grand fouillis, par conséquent le capitalisme est travaillé au corps par une tendance au communisme sous la forme du piratage généralisé de la musique.

La tâche est alors, du point de vue révolutionnaire, d'appuyer cette tendance au communisme. Le capitalisme se fait déborder par le fait que le partage généralisé est possible et enlève le sol à sa capacité de réaliser des profits. La réponse du



capitalisme serait d'ailleurs alors, pour conserver cet exemple, d'empêcher matériellement le partage généralisé, en sabotant la réalité matérielle de celui-ci au moyen d'interdictions, donc objectivement en faisant reculer les forces productives.

Cette conception n'est pas absurde, elle est même une source d'inspiration très nette ; elle reste toutefois unilatérale. En effet, si le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain a clairement assumé le maoïsme, il a sous-estimé la question de la nature idéologique de la production, pourtant souligné par le maoïsme.

En fait, l'erreur du Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain a été de considérer que, en quelque sorte, le capitalisme comme civilisation s'écroulait, remplacé par en bas par un prolétariat décentralisé directement impliqué dans la transition au communisme par l'appropriation des moyens de production. C'est là une conception syndicaliste révolutionnaire.

Le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain n'a pas compris que le mode de production capitaliste met en place une production conforme à ses valeurs et, par conséquent, nécessitant une réorganisation durant une transition socialiste avant le communisme. Le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain s'est imaginé que le prolétariat, par en bas, reprendrait tel quel les forces productives du capitalisme, d'où sa définition de l'État révolutionnaire comme anti-État et du Parti comme anti-Parti.



En réalité, l'État révolutionnaire sera un État non pas s'effaçant, mais bien au contraire faisant la conquête de la société toute entière, pour que la société toute entière devienne l'État. C'est le sens de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine : la révolutionnarisation des instances étatiques aboutit à ce que les masses deviennent l'État. Dans un contexte capitaliste, cela signifie que la révolution forme un nouvel État englobant toujours davantage les masses, jusqu'à ce que les masses deviennent l'État.

La preuve de l'erreur du Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain, c'est que le mode de production capitaliste a réussi à se développer. Mettons de côté l'effondrement du social-impérialisme soviétique et l'intégration de la Chine révisionniste dans le marché capitaliste mondial et concentrons-nous sur la question des marchés.

Une production capitaliste implique un marché. Or, une production définie de

manière capitaliste peut amener un marché en expansion, grâce à l'idéologie capitaliste. Par exemple, la systématisation de la voiture a amené une expansion du marché de par l'idéologie capitaliste portant cette production, d'où les voitures décapotables, les voitures de luxe, les voitures de sport, les SUV, le tuning, etc.

De la même manière, l'idéologie capitaliste dans l'habillement implique un renouvellement ininterrompu afin de suivre la mode, un moyen de communication comme Facebook implique une certaine forme de socialisation favorable aux ingérences commerciales, etc.

Ce que le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain aurait dû dire, ce n'est pas seulement que le capitalisme systématisé est destructeur dans le cas où il y a des formes de socialisation collective qui émergent de manière inévitable, en raison de la démocratisation qui s'impose d'elle-même grâce à une certaine richesse matérielle.

Ce que le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain aurait dû dire, c'est que le capitalisme systématisé est également créateur de nouveaux marchés en partant en guerre contre la vie naturelle elle-même, en commençant à puissamment déformer toute existence naturelle, afin de façonner le monde à son image.

Pour prendre un exemple concret, un poulet dans un élevage faisait moins d'un kilo à la fin des années 1950, moins de deux kilos à la fin des années 1970, plus de quatre kilos au début des années 2000. C'est là une élévation des forces productives... mais ce ne sont pas des forces productives intéressant le socialisme.

En fait, le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain annonçait la guerre sociale totale car il considérait que, puisque le capitalisme avait gagné, alors il avait perdu. Il était périmé, daté, hors-jeu. Il aurait dû dire : avec la crise s'installant le capitalisme a perdu, donc il a gagné : il va conquérir encore plus de terrain, en forçant l'ouverture d'espace anti-naturels.

Le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain s'est donc trompé en considérant que « le saut d'époque au communisme dépend de l'unité sociale du prolétariat métropolitain ». En plus de cette unité sociale, il faut une force idéologique et culturelle. De manière très surprenante, alors qu'il se revendique du maoïsme, qu'il utilise lui-même l'idéologie, le



Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain n'affirme ni l'idéologie, ni la culture.

En cela, il porte les défauts dans la matrice du mouvement communiste italien et de la vigoureuse influence du syndicalisme révolutionnaire. On est ici dans un cadre strictement équivalent à celui en France, les Brigades Rouges profitant d'ailleurs de l'expérience de la Gauche Prolétarienne française qui a connu ce travers de manière encore plus brutale.

On peut arguer que le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain affirme pourtant que « la construction de la ligne de masse, donc, la construction de l'unité sociale du Prolétariat Métropolitain se déroulent le long de trois maillons indivisibles, qui constituent une chaîne indestructible : Programme de Transition vers le Communisme, Programme Politique Général de Conjoncture, Programme Politique Immédiat ».

Cependant, le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain dit en même temps très clairement que ces programmes se composent, en fin de compte, sur la base de la « multidimensionnalité des pratiques de savoir-pouvoir » du prolétariat métropolitain. C'est là quelque chose dans l'esprit du syndicalisme révolutionnaire.

Tout cela ne doit pourtant pas effacer les très nombreux points d'inspiration qui s'exposent dans le document du Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain en ce qui concerne le contexte de crise générale. Il y a ainsi l'idée que le processus révolutionnaire, non linéaire, s'articule par rapport à la recomposition du prolétariat, une recomposition que, justement, le capitalisme développé empêche de par sa nature même. Il n'y a pas de « position de classe » et Ulrike Meinhof formule cela de la manière suivante en 1976 :

« Nous trouvons vraiment insupportable la position de classe au nom de laquelle tu te gonfles. Ce n'est pas une question de définition - c'est que la lutte, donc le principal, en est éliminé.

Ta position, ça n'existe pas. Si tu restes sur ton perchoir, ça n'a pas grand chose à voir avec ce que nous, nous voulons. Nous voulons, ce que nous voulons, c'est la révolution.

Autrement dit, il y a un but, et par rapport à ce but il n'y a pas de position, il n'y a que du mouvement, il n'y a que la lutte ; le rapport à l'être - comme tu dis - c'est : lutter. Il y a la situation de classe : prolétariat, prolétarisation, déclassement, avilissement, humiliation, expropriation, servitude, misère.

Étant donné que dans l'impérialisme les rapports marchands pénètrent complètement tous les rapports, et étant donné l'étatisation continue de la société par les appareils d'Etat idéologiques et répressifs, il n'est pas de lieu ni de moment dont tu puisses dire : je pars de là.

Il y a l'illégalité, et il y a des zones libérées; mais nulle part tu ne trouveras l'illégalité toute donnée comme position offensive permettant une intervention révolutionnaire car l'illégalité constitue un moment de

l'offensive, c'est-à-dire ne se trouve pas hors de l'offensive (...).

La position de classe - à savoir l'intérêt, le besoin, la mission d'une classe, de lutter pour le communisme afin de vivre - est partie intégrante de sa politique - je dirais même : s'y résout - ce qui est un non-sens. Position et mouvement s'excluent. C'est une dérobade, un subterfuge pour se justifier, une affirmation gratuite.

C'est supposer que la politique de classe dérive de l'économie - et c'est faux. La politique de classe résulte de la confrontation avec la politique du capital -; la politique du capital est fonction de son économie (...).

La politique de classe, c'est de lutter contre la politique du capital et non contre l'économie qui prolétarise directement ou à travers l'État. La position de classe du prolétariat, c'est la guerre - il y a là contradiction in adjecto, pur bla bla (...).

Nous ne partons pas d'une position de classe, quelle qu'elle soit, mais de la lutte des classes comme principe de toute histoire, et de la guerre de classes, comme réalité dans laquelle se réalise la politique prolétarienne, et - comme nous l'avons appris - seulement dans et par la guerre -.

La position de classe ne peut être que le mouvement de la classe dans la guerre des classes, le prolétariat mondial armé et combattant, réellement ses avant-gardes, les mouvements de libération -

ou comme dit [le Black Panther George] Jackson: connections, connections, connections - c'est-à-dire mouvement, interaction, communication, coordination, lutte collective – stratégie. Tout cela est paralysé dans le concept de "position de classe". »

C'est cependant là quelque chose de classique pour les communistes ayant compris la nature du capitalisme développé, tout comme la question de la tendance à la guerre impérialiste. D'ailleurs, les Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant disaient alors la même chose, sans parler pour autant d'un capitalisme bloqué.

De manière plus marquée dans son rapport avec la crise générale du capitalisme, il y a la thèse selon laquelle la société est composée de régions sociales connaissant de manière différente les soubresauts de la crise. Ce que cela veut dire, c'est que la société capitaliste est composée de secteurs, vivant à des rythmes différents, en raison de leur rapport avec les cycles de production et de consommation. Ces régions sociales restent à définir, mais le fait de poser le concept permet d'aller en ce sens. Pour mieux comprendre la chose, il faut comprendre que lorsque les Brigades Rouges se sont développées, elles se sont aperçues que la réalité sociale était très différente selon les endroits. Milan, une forteresse ouvrière, n'était pas Naples et son économie illégale occupant une part importante de l'économie en général. Rome présentait un autre profil, Padoue encore un autre, etc. Et au-delà de la réalité géographique et économique, il y a en fait également le profil des travailleurs

réalisant des activités très différentes.

Ces régions sociales sont, de manière tendancielle similaire mais avec des nuances, travaillées au corps par le capitalisme développé afin de maintenir le système en place. Et ce maintien est obtenu non pas formellement, mais dans le jeu de la production et de la reproduction des marchandises.

On ne peut nier par contre qu'il y a ici une tendance nette de la part du Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain à pencher du côté de la thèse du « capitalisme organisé » avec un rôle moteur de l'État pour maintenir, par de savants calculs, une cohérence générale à toutes ces « régions sociales ».

En tout cas, ce qui est intéressant comme perspective, c'est de voir que le capitalisme est un assemblage de zones et d'ailleurs le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain reconstitue, sans le savoir, la thèse communiste sur le fascisme dans les pays capitalistes et sur le capitalisme bureaucratique en crise dans les pays semi-féodaux semi-coloniaux en donnant une définition précise de la contre-révolution.

Il est en effet parlé de « la centralisation des décisions stratégiques exclusivement entre les mains de l'Exécutif leur permet d'avoir une portée étendue qui ne connaît pas de limites. Non seulement elles sont remplies, de manière intégrée, de contenus politiques, économiques, militaires, juridiques, etc. mais elles sont transmises, appliquées, mises en œuvre, avec une égale intensité et charge contre-révolutionnaire, dans toutes les régions de la formation économique sociale transformée. »

C'est là définir un régime parvenu à son degré maximal de centralisation en raison d'une base sociale toujours plus étroite à sa tête. Lorsque le régime est dominé par une partie toujours plus petite des classes dominantes, il devient toujours plus dur. Plus il est « fort » en raison de la violence des classes dominantes toujours plus réduites à sa tête, plus le régime agonise. C'est un processus historique : la monarchie absolue est le point culminant de la monarchie, le fascisme celui du régime capitaliste libéral.

Le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain a cependant considéré que tel était la nature du capitalisme développé ; il a été unilatéral et n'a pas compris que c'est un processus en cours.

C'est là la chose paradoxale, pour le moins étrange : le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain ne cesse de dire, de manière maoïste, que tout est en mouvement, qu'être révolutionnaire c'est saisir le mouvement de la recomposition d'un côté et de la restructuration capitaliste destructrice de l'autre... tout en présentant le capitalisme développé comme abouti, statique, somme toute en crise finale.

C'est là une erreur gauchiste, qui confond crise générale et crise « finale » - une telle chose n'existant pas, car tout est transformation et il n'y a, au sens strict, jamais de début ni de fin.

Le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain dit d'ailleurs bien qu'il y a des conjonctures, qu'il s'agit de les comprendre, d'agir en fonction. Or, d'où viennent de telles conjonctures si le système est figé ?

Le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain paie ici sa méconnaissance profonde de la IIIe Internationale et de son analyse de la crise générale ; historiquement d'ailleurs les Brigades Rouges ont interprété, de manière totalement erronée, la IIIe Internationale à la lumière de sa section italienne seulement, d'où son rejet formel comme « insurrectionnaliste » et attentiste.

Si l'on prend le Parti Communiste d'Allemagne des années 1918-1933, celui-ci avait justement mené différentes campagnes politiques, en prenant l'initiative, ce qui, il est vrai, est tout à fait différent des Partis Communistes de France ou d'Italie, qui agissaient selon des définitions politiques conçues comme des « réactions » aux événements seulement.

Mais le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain a également une telle lecture négative du passé en raison du développement inégal. Constatant le capitalisme développé, il considère que la crise est le terrain même où se joue la bataille dialectique entre la révolution et la contre-révolution, et que c'est de là qu'il faut partir. C'est sans doute le plus grand acquis conceptuel, qui se situe comme dépassement des « vingt thèses finales des Brigades Rouges ».

La crise est en effet le passage d'une époque à une autre. C'est le terrain même de la réalité révolutionnaire – le reste relève de l'espace-temps du mode production capitaliste. ■

depuis mai 2020

CRISE

Analyse de la seconde crise générale du mode de production capitaliste

en pdf téléchargeable

vivelemaoisme.org
materialisme-dialectique.com

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- La seconde crise générale du capitalisme (page 3)
- Quelques données éparses sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 (page 7)
- La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation (page 12)
- Crise du capitalisme et intensification de la production : le rôle des salaires dans la chute tendancielle du taux de profit (page 14)
- Karl Marx et la crise de surproduction (page 21)
- Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises (page 36)
- L'erreur d'Eugen Varga (page 40)
- L'erreur de Paul Bercara (page 47)
- A propos de la crise capitaliste en cours (page 55)

1

MAI 2020

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- L'expansionisme des États et la crise du capitalisme - introduction (page 3)
- L'erreur de la gauche sur la crise du capitalisme - introduction (page 7)
- Quelques données éparses sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 (page 7)
- La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation (page 12)
- Crise du capitalisme et intensification de la production : le rôle des salaires dans la chute tendancielle du taux de profit (page 14)
- Karl Marx et la crise de surproduction (page 21)
- Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises (page 36)
- L'erreur d'Eugen Varga (page 40)
- L'erreur de Paul Bercara (page 47)
- A propos de la crise capitaliste en cours (page 55)

Avril 2021

12

Ne jamais reculer
devant la dimension démesurée
de ses propres buts !

Crise est au format pdf, car c'est un format facile à diffuser par mail ou à mettre en ligne à disposition pour un téléchargement. Il est facile d'interdire un site proposant des articles, il est bien plus difficile d'empêcher la diffusion d'un pdf.

Crise a une esthétique rudimentaire, car pareillement sa production doit toujours rester quelque chose de facile à réaliser. C'est une question de priorité.

Diffusez Crise, imprimez Crise, débattiez des articles de Crise, organisez-vous pour impulser des luttes dont Crise peut parler... Écrivez l'actualité !

Pour le Communisme !

